

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER
En charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Direction Régionale
de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement de Haute-Normandie

Rouen, le 17 SEP. 2009

Service Risques

Rapport de l'inspection des installations classées au
CODERST

Réf. : UTRD.2009.09.RI3.021.NA.BeJ

Affaire suivie par : Nadia ABIDA
A l'Unité Territoriale de Rouen-Dieppe
Subdivision Risques 3
Mél : nadia.abida@industrie.gouv.fr
Tél. : 02 32 91 97 78 Fax : 02 32 91 97 97

Société GREIF France SAS
Chemin du Gord - BP 181
76121 LE GRAND QUEVILLY

T:\Entreprises-Ris\GREIF\AP\2009\UTRD.2009.09.RI3.021CODERST DAE extension et Bdf\NA.doc

Demande d'autorisation d'exploiter des installations de
fabrication de fûts métalliques et plastiques et de fabrication
de systèmes de fermetures plastiques (extension et
régularisation des activités) - Bilan décennal de
fonctionnement.

Par bordereau du 11 septembre 2007, la préfecture de la Seine-Maritime nous a transmis, pour avis de classement, un dossier relatif à la demande d'autorisation d'exploiter des installations de fabrication de fûts métalliques et plastiques et de fabrication de systèmes de fermetures plastiques sur le site de la société GREIF France SAS au GRAND-QUEVILLY.

L'avis de classement de l'inspection des installations classées a été établi le 8 novembre 2007.

Le dossier déposé a fait l'objet de compléments et de modifications, notamment concernant les rejets atmosphériques, de la part de l'exploitant. Ces modifications apportées dans la version remise en août 2008, n'apparaissent pas de nature à faire évoluer, tant sur la forme que sur le fond, les éléments déjà formulés dans l'avis de classement du 8 novembre 2007.

Le présent rapport établit la synthèse de la procédure d'instruction et le projet de prescriptions réglementant le site.

REFERENCES : - demande d'autorisation d'exploiter transmise par l'exploitant à la préfecture par courrier du 27 août 2008 (version 4 : complétée les 1^{er} et 11 juillet 2008 et 25 août 2008) ;
- compléments apportés par courriers de l'exploitant en date du 10 avril 2009 (relatif au choix du système de traitement des COV).

P.J. : - projet de prescriptions d'autorisation.

Présent
pour
l'avenir

Horaires d'ouverture : 8h30-12h00 / 14h00-17h00
Tél. : 33 (0) 2 35 52 32 00 - fax : 33 (0) 2 35 52 32 32
21, avenue de la Porte des Champs
76037 ROUEN Cedex

I – LE DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER

I.1 – Identité du demandeur

La société GREIF est spécialisée dans la fabrication des contenants métalliques (fûts) et plastiques (fûts, bidons...) et de systèmes de fermeture plastiques. Cette société dispose de nombreuses implantations dans le monde. La filiale française GREIF France est implantée au GRAND-QUEVILLY.

L'établissement de GRAND-QUEVILLY a été créé en 1952. L'usine a ensuite subi de nombreuses transformations qui ont fait l'objet de plusieurs arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter.

I.2 – L'établissement du Grand Quevilly

I.2.1 – Description des activités

Les principales activités de l'établissement sont le travail des métaux, l'extrusion / soufflage de matières plastiques, ainsi que l'injection / moulage de matières plastiques.

Associés à ces activités principales, sont notamment réalisés sur le site : l'application de peinture (fûts métalliques), le stockage des matières premières (plastiques, peintures...) et des produits finis (plastiques notamment). Le site dispose également d'installations de compression et d'installations de combustion.

La production nominale du site est de 3 millions de fûts métalliques par an, 2,3 millions de fûts plastiques par an (soit environ 2 800 tonnes de plastiques transformés), 130 millions de pièces de fermeture (bouchons) par an (correspondant à 1 200 tonnes de plastiques transformées, avec un accroissement prévu à 1 400 tonnes), 67 000 poches IBC (poches plastiques enserrées dans des cages en acier tubulaire).

La société réalise un chiffre d'affaires de plus de 54,5 M€ en 2005.

I.2.2 – Descriptions des installations

Le site compte 12 bâtiments décomposés comme suit :

- le bâtiment administratif ;
- le bâtiment IBC (fabrication des poches IBC par extrusion/soufflage) accueillant les nouvelles machines et la fabrication de bidons en plastique ;
- le bâtiment plastique « Tri-Sure® » (fabrication de systèmes de fermeture en plastique) ;
- le bâtiment fûts métalliques ;
- le bâtiment maintenance/stockage et préparation des peintures/chaufferie ;
- le bâtiment palettisation ;
- le bâtiment de stockage de palettes filmées ;
- le bâtiment Z pour les stockages divers ;
- un entrepôt en location (LOHEAC) pour le stockage des produits finis plastique et les produits métalliques en transit ;
- un nouvel entrepôt construit pour le stockage des matières premières « plastique » ;
- les vestiaires ;
- les locaux sociaux.

L'usine de Grand-Quevilly dispose de 4 unités de fabrication : l'unité fûts métalliques, l'unité Tri-Sure®, l'unité IBC et l'unité Blow Moulding.

→ L'unité des fûts métalliques :

Les fûts fabriqués sont de plusieurs types : fûts à ouverture partielle (munis d'un bouchon), fûts à ouverture totale, et fûts composites munis d'une poche plastique à l'intérieur.

Ces fûts sont fabriqués sur 2 lignes. La ligne 1 est destinée à la fabrication de fûts bruts (face intérieure du fût non vernie) à ouverture partielle, la chaîne 2 est quant à elle dédiée à la fabrication de fûts vernis et des fûts composites.

Les disques d'acier devant constituer le fond et le couvercle d'un fût sont emboutis, ourlés, marqués, (percés pour les couvercles) et jointés pour assurer l'étanchéité. Les bandes d'acier servant à la fabrication des viroles (tube cylindrique) sont roulées puis soudées par une molette (champ électrique). Celles-ci sont ensuite bordées puis ondulées. Enfin, les fonds et les couvercles sont assemblés sur les viroles. Les fûts ainsi assemblés sont parfois revêtus d'un apprêt avant l'application de la peinture par pulvérisation dans des cabines. Ils sont ensuite dirigés dans des fours de séchage puis sérigraphiés avant d'être emballés pour expédition.

Les fûts composites sont fabriqués selon le même mode opératoire si ce n'est qu'une outre en plastique (produite par l'unité Blow Moulding) est introduite dans la virole, le couvercle étant ensuite serti dessus.

La production annuelle maximale de fûts métalliques est de 3 millions.

La quantité de peinture/vernis utilisée pour cette activité est de l'ordre de 0,3 kg/fût, soit une quantité maximale de produit appliquée de 3 330 kg/j (la production s'effectuant 5j/7).

→ **L'unité Tri-Sure® :**

Cette unité fabrique des systèmes de fermeture en plastique : bouchons, robinets, systèmes de vidange de fûts, etc.

La matière plastique se présente sous forme de granulés et est stockée dans des silos à l'extérieur du bâtiment de production. Elle est envoyée sur les lignes de production par des canalisations aériennes qui alimentent les presses à injecter. Les granules passent d'abord dans un cylindre chauffé à l'intérieur duquel tourne une vis sans fin qui sert à la fois au chauffage, au malaxage et à la mise en pression du polymère refoulé sous pression dans la tête d'extrusion.

La quantité maximale de matières plastiques transformées est de 3,85 tonnes.

→ **L'unité IBC :**

Les IBC (Intermediate Bulk Container) sont des poches de polyéthylène (PE) de haute densité de 1 000 litres enserrées dans des cages d'acier en acier tubulaire et attachées à une palette de bois, plastique ou acier.

La fabrication s'effectue dans le bâtiment IBC. La fabrication se fait en 3 étapes : constitution de la cage à partir de tubes d'acier (pliage et soudage des tubes d'acier pré-perçés), assemblage avec la palette, extrusion/soufflage de la poche en PE.

La production annuelle est de l'ordre de 54 000 de IBC et de 13 000 poches seules correspondant à un tonnage de matière transformée de 1 072 tonnes, soit 4,8 t/j.

→ **L'unité Blow Moulding :**

Cette unité a été rapatriée du site d'Auteuil-Anthouillet (27) vers l'usine de Grand-Quevilly. Elle assure la production de fûts et de bidons en plastique.

Les granulés de PE sont acheminés par des canalisations vers des trémies d'alimentation des extrudeuses. Les polymères sont chauffés dans l'extrudeuse puis soufflés. La paraison coule puis est moulée avant d'être refroidie.

La capacité maximale de production est de 2,2 millions de fûts, représentant une quantité journalière maximale de matières plastiques transformées de 9,4 tonnes/j.

Sont associés à ces 4 activités les stockages suivants :

- stockage de palettes en bois et en plastique ;
- stockage de matières plastiques (granulés de polyéthylène, polypropylène répartis dans 7 silos, joints, films plastiques) ;
- stockage de cartons ;
- stockage d'acier (bobines, tubes) ;
- stockage de produits finis (IBC, fûts métalliques, Tri-Sure®, fûts et bidons en plastique) ;
- stockage de produits inflammables (gaz inflammable liquéfié, gasoil, solvants, peintures).

Des installations annexes sont également exploitées telles que des compresseurs, des installations de combustion, des fours et étuves, des chargeurs de batteries pour chariots élévateurs.

I.2.3 – Régime administratif

Les activités actuellement exercées et celles envisagées du fait de l'extension se rangent sous les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement qui suivent.

| RUBRIQUE | LIBELLE DE LA RUBRIQUE | INSTALLATIONS PRESENTES SUR LE SITE | CLASSEMENT |
|----------|---|--|------------|
| 2560 | Métaux et alliages (travail mécanique des), la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. supérieure à 500 kW A 2. supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW D | Puissance installée unité fûts métalliques : 883,36 kW | A |
| 2661-1 | Polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de). 1. Par des procédures exigeant des conditions particulières de température et de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc., ...) La quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) supérieure ou égale à 10 t/j A b) supérieure ou égale à 1 t/j mais inférieure à 10 t/j D | Extrusion/soufflage : Unité IBC : 4,8 t/j avec une capacité maximale de 8 t/j TriSure : 3,85 t/j Brow moulding : 7,8 t/j avec une capacité maximale de 9,4 t/j Total (situation actuelle) : 16,45 t/j Capacité maximale : 21,25 t/j | A |
| 2662-a | Polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) : Le volume susceptible d'être stocké étant : a) supérieur ou égal à 1 000 m³ A b) supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³ D | MATIERES PREMIERES IBC : 2 silos de PEHD de 94 m³ TriSure : 4 silos de PEHD et polypropylène (2*55 m³ + 2*90 m³) Blow Moulding : 2 silos de PEHD de 118 m³ Joints : 10 m³ Film plastique : 10,25 m³ Total : 734,25 m³ PALETTES PLASTIQUE (IBC) : 91 m³ PRODUITS FINIS LOHEAC : 1 368 m³ IBC : 50 m³ Blow Moulding : 79 m³ TriSure : 36 m³ Stock semi-ouvré : 30 m³ Total : 1 563 m³ TOTAL STOCK POLYMERES : 2 388,25 m³ | A |

| RUBRIQUE | LIBELLE DE LA RUBRIQUE | INSTALLATIONS PRESENTES SUR LE SITE | CLASSEMENT |
|----------|--|---|------------|
| 2920.2.a | <p>Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵Pa :</p> <p>1. Comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant :</p> <p>a) supérieure à 300 kW A</p> <p>b) supérieure à 20 kW mais inférieure ou égale à 300 kW DC</p> <p>2. Dans tous les autres cas :</p> <p>a) supérieure à 500 kW A</p> <p>b) supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW D</p> | <p>13 installations de compressions/groupe froids comprimant de l'air : puissance absorbée totale : 1 417 kW</p> | A |
| 2940.2.a | <p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile ...) à l'exclusion :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes, de brais et de matières bitumineuses couvertes par la rubrique 1521 ; - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450 ; - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930 ; - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique. <p>1. Lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par procédé « au trempé ». Si la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation est :</p> <p>a) supérieure à 1 000 L A</p> <p>b) supérieure à 100 L, mais inférieure ou égale à 1 000 L DC</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction, ...). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est :</p> <p>a) supérieure à 100 kg/j A</p> <p>b) supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j DC</p> <p>3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques. Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est :</p> <p>a) supérieure à 200 kg/j A</p> <p>b) supérieure à 20 kg/j mais inférieure à 200 kg/j DC</p> | <p>Pulvérisation Peinture et vernis dans les cabines (fûts métalliques) : Soit 1 923 kg/j</p> <p>Capacité de production maximale : 3 millions de fûts soit 3 330 kg/j</p> | A |

| RUBRIQUE | LIBELLE DE LA RUBRIQUE | INSTALLATIONS PRESENTES SUR LE SITE | CLASSEMENT |
|---------------------|---|---|------------|
| 2940.2.a (suite) | Nota – le régime de classement est déterminé par rapport à la qualité de produits mise en œuvre dans l'installation en tenant compte des coefficients ci-après. Les quantités de produits à base de liquides inflammables de 1 ^{ère} catégorie (point éclair inférieure à 55°C) ou de liquides halogénés, dénommées A, sont affectées d'un coefficient 1. Les quantités de produits à base de liquides inflammables de 2 ^{ème} catégorie (point éclair supérieur ou égal à 55°C) ou contenant moins de 10 % de solvants organiques au moment de l'emploi, dénommées B, sont affectées d'un coefficient 1/2. Si plusieurs produits de catégories différentes sont utilisés, la quantité Q retenue pour le classement sera égale à : $Q = A + B.2$. | | |
| 1414.3 | Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de) : 1. installations de remplissage de bouteilles ou conteneurs A 2. installations de chargement ou déchargement desservant un dépôt de gaz inflammables soumis à autorisation A 3. installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes) DC | Installation de remplissage de réservoirs | DC |
| 1432.2.b | Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) : 1. Lorsque la quantité stockée de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 susceptible d'être présente est : a) supérieure à 50 t pour la catégorie A ... AS b) supérieure à 5 000 t pour le méthanol .. AS c) supérieure ou égale à 10 000 t pour la catégorie B, notamment les essences y compris les naphtes et kérosènes, dont le point éclair est inférieur à 55°C (carburants d'aviation compris) AS d) supérieure ou égale à 25 000 t pour la catégorie C, y compris les gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles) et les kérosènes, dont le point éclair est supérieur ou égal à 55°C AS 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : a) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m³ A b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³ mais inférieure ou égale à 100 m³ DC | 1 citerne de gazole : 1 500 litres (cat. C) Capacité Eq. : 0,3 m³ Stockage de solvants en cuves enterrées double enveloppe avec détection fuite : Naphtha (Cat. B) : 10 m³ Acétate de butyl (Cat. B) : 3 m³ DAC (Cat. C) : 4 m³ MIBK (Cat. B) : 6 m³ Capacité Eq. : 3,96 m³ Stockage de peintures, vernis en fûts : Fûts de vernis (Cat. B) : 11,255 m³ Fûts de peinture (Cat. B) : 43,156 m³ <u>Capacité Eq. : 58,671 m³</u> | DC |

| RUBRIQUE | LIBELLE DE LA RUBRIQUE | INSTALLATIONS PRESENTES SUR LE SITE | CLASSEMENT |
|----------|--|---|------------|
| 1433.A.b | <p>Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de)</p> <p>A – Installations de simple mélange à froid : Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est : a) supérieure à 50 t A b) supérieure à 5 t, mais inférieure à 50 t ..DC</p> <p>B – Autres installations : Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est : a) supérieure à 10 t A b) supérieure à 1 t, mais inférieure à 10 t ..DC</p> | <p>Mélange à froid dans le local préparation peintures</p> <p>Quantité totale susceptible d'être présente dans la zone préparation peinture : 12 200 litres soit environ 13 tonnes</p> | DC |
| 1434 | <p>Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution)</p> <p>1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant : a) supérieur ou égal à 20 m³/h A b) supérieur ou égal à 1 m³/h DC</p> <p>2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation.</p> | <p>Citerne gasoil : débit équivalent 0,3 m³/h</p> <p>Cuves enterrées de solvants : Remplissage de fûts local peinture : 0,5 m³/h et canalisation vers usine : 4 pompes de 6,6 m³/h</p> | DC |
| 2910.A.2 | <p>Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4.</p> <p>La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, susceptible d'être consommée par seconde.</p> <p>Nota : la biomasse se présente à l'état naturel et n'est ni imprégnée ni revêtue d'une substance quelconque. Elle inclut notamment le bois sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiquetés, de sciures, de poussières de ponçage ou de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat.</p> | <p>2 chaudières au gaz naturel Puissance totale 5 325 kW</p> <p>Fours et étuves 3 851 kW</p> <p>Total : 9 176 kW</p> | DC |

| RUBRIQUE | LIBELLE DE LA RUBRIQUE | INSTALLATIONS PRESENTES SUR LE SITE | CLASSEMENT |
|---------------------|---|---|------------|
| 2910.A.2 (suite) | <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>1. supérieure ou égale à 20 MW A</p> <p>2. supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW DC</p> <p>Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en A et si la puissance thermique maximale est supérieure à 0,1 MW A</p> | | |
| 1530.2 | <p>Bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues (dépôts de) :</p> <p>La quantité stockée étant :</p> <p>1. supérieure à 20 000 m³ A</p> <p>2. supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³ D</p> | <p>2 090 m³ au maximum de palettes en bois répartis sur le site</p> <p>100 m³ de cartons stockés dans l'entrepôt LOHEAC</p> | D |
| 2661-2 | <p>Polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :</p> <p>2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc., ...)</p> <p>La quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>a) supérieure ou égale à 20 t/j</p> <p>b) supérieure ou égale à 2 t/j mais inférieure à 20 t/j</p> | <p>Broyage :</p> <p>Unité IBC 2 290 kg/J</p> <p>TriSure : 35 kg/j</p> <p>Blow moulding : 228 kg/j</p> <p>Total : 2 553 kg/j</p> | D |
| 1412 | <p>Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature :</p> <p>Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression qu'elle que soit la température.</p> <p>1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 t A</p> <p>2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieure ou égale à 50 t A</p> <p>b) supérieure à 6 t, mais inférieure à 50 t. DC</p> | <p>Citerne propane : 1,9 tonne</p> | NC |

| RUBRIQUE | LIBELLE DE LA RUBRIQUE | INSTALLATIONS PRESENTES SUR LE SITE | CLASSEMENT |
|----------|---|--|------------|
| 1510 | Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant : 1. supérieur ou égal à 50 000 m³ A 2. supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³ DC | Entrepôt LOHEAC de 24 000 m³ Stockage divers (résine, produits finis plastique, steel trade, carton) 293 tonnes Bâtiment Z (2 160 m³) Stockages divers (caisses bois, cartons, matières premières, ...) 82 tonnes | NC |
| 2925 | Accumulateurs (ateliers de charge d") La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW D | 8 chargeurs répartis sur le site : 10,32 kW | NC |

A : Autorisation – DC : déclaration soumise à contrôle périodique – D : Déclaration – NC : non classé

I.3 – Le contexte justifiant de la demande du pétitionnaire

Ce dossier de demande d'autorisation, objet du présent rapport, a été constitué dans le cadre d'un projet d'extension des activités du site (accroissement notamment des activités de transformation des matières plastiques), lié en particulier au rapatriement d'une partie des installations du site d'AUTHEUIL-AUTHOUILLET (27), suite à la cessation des activités sur ce site.

Ce dossier reprend toutefois l'ensemble des activités et installations du site de GRAND-QUEVILLY, sans se limiter à la seule extension prévue, et ce pour prendre en compte également les évolutions intervenues sur les installations du site au cours des dernières années. Ce dossier est ainsi également déposé au titre de régularisation des activités du site.

Enfin, ce dossier intègre les éléments relatifs au bilan décennal de fonctionnement du site, tel que prévu par l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement. En effet, l'activité visée par l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 et exercée par la société GREIF France SAS réside en l'application de peintures et de vernis générant une consommation de solvants de plus de 150 kg/h ou de plus de 200 tonnes par an. Cette activité est soumise à autorisation préfectorale sous la rubrique n° 2940-2.a) de la nomenclature des installations classées.

II – PRESENTATION DE L'ETUDE DES IMPACTS

II.1 – Le site d'implantation

L'usine est située en limite Sud de Rouen sur la commune de Grand-Quevilly dans une zone urbaine fortement industrialisée. Elle occupe les parcelles n° 41 et 2 (en partie) de la section AB.

L'établissement occupe une superficie totale de 66 500 m², dont 91 % est imperméabilisée.
 Dans le PLU de la commune de Grand-Quevilly approuvé le 24 octobre 2008, le site est implanté en zone Ui correspondant à une zone dédiée aux activités commerciales, artisanales, tertiaires, et industrielles.

Il est à rappeler que la zone Ui est concernée par le plan de prévention des risques d'inondation (PPRI), ainsi que par les périmètres des risques industriels SEVESO. En effet, l'usine est située dans le périmètre des effets irréversibles (ZEI) des entreprises GPN (pour les effets toxiques) et Rubis terminal Amont (pour les effets thermiques).

De plus, il convient de signaler que l'usine est concernée par les démarches en cours relatives à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour des établissements SEVESO 2 seuil haut du secteur de Rouen-Ouest.

Les habitations les plus proches sont situées à l'ouest du site, à Dieppedalle à 700 m environ. Les établissements recevant du public sont à environ 900 m alentours (à l'Est, école et salle de sport J. Curie à Petit-Quevilly)

Le site est bordé :

- à l'ouest par VESTA ;
- au sud par GPN ;
- à l'est par LOHEAC, COVED et Guy Dauphin Environnement ;
- au nord par le centre tertiaire portuaire et la station dépurateur Emeraude.

Le site n'est pas situé dans une ZNIEFF, ni dans une ZICO (Zone d'Importance Communautaire pour les Oiseaux). De même qu'aucun site classé Natura 2000 n'est à proximité immédiate du site. Cependant, on relève un site classé monument historique dans un rayon de 500 m autour du site : il s'agit de la maison PERRET, maison de contremaître située boulevard Stalingrad.

Les captages d'eau potable sont éloignés du site de plusieurs km. Ceux-ci sont protégés par la barrière hydraulique que constitue la Seine (par ex. captages AEP de Darnétal) ou sont situés en position latérale (par ex. captage AEP de Saint-Etienne-du-Rouvray), ce qui les rend peu vulnérables vis-à-vis d'une pollution passée ou présente au droit du site.

En sous-sol, on recense 3 nappes phréatiques : la nappe des alluvions, la nappe de la craie, la nappe de l'Albien.

II.2 - Evaluation des impacts visuels des installations

Le site est situé chemin du Gord, il est visible depuis le boulevard Stalingrad. Les bâtiments sont de couleur blanche et grise et occupent 33 % de la superficie du site.

Une haie d'arbustes a été plantée en partie le long du boulevard et autour du parking. Le site est clôturée par une barrière grillagée le long du boulevard.

II.3 - Evaluation des impacts sur l'air (rejets atmosphériques des installations projetées)

Les exutoires de rejets atmosphériques sont recensés dans le tableau qui suit :

| Installations à l'origine de l'émission | Type de rejet | Nombre d'exutoires | Caractéristiques |
|---|---|--------------------|---|
| 2 Chaudières au gaz naturel | Gaz de combustion | 2 | 2 cheminées (hauteur = 18 m) |
| Chaîne 1 « fûts métalliques » | COV + gaz de combustion issus des fours | 1+ 7 | 1 cheminée en sortie du traitement biologique (hauteur = 12,5 m) + 7 autres exutoires |
| Chaîne 2 « fûts métalliques » | COV + gaz de combustion issus des fours | 17 + 11 | 28 cheminées dont les hauteurs varient entre 8 et 18 m. |

→ rejets des gaz de combustion :

Les gaz de combustion sont issus :

- des chaudières. Celles-ci fonctionnent au gaz naturel et peuvent être à l'origine d'émissions de CO₂, NO_x, H₂O.
- des fours de l'atelier « fûts métalliques » fonctionnant également au gaz naturel. Ces gaz de combustion sont rejetés en toiture par des exutoires (1 par installation)

La consommation de gaz en 2005 a été de 12 150 MW.

Les dernières analyses des gaz de combustion issus des chaudières effectuées en 2007 indiquent des rendements de combustion qui satisfont à la réglementation en vigueur. De plus, ces installations sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion.

→ rejets de COV :

Les principaux polluants atmosphériques générés par l'activité de l'usine sont les composés organiques volatiles (COV) du fait notamment de l'application de peintures et de vernis à base de solvants sur les fûts métalliques.

Les principaux COV émis sont :

- des xylènes (visés à l'annexe V.b de l'AM du 02/02/1998, substances toxiques ou néfastes à long terme pour le milieu aquatique) ;
- des triméthylbenzènes ;
- l'éthylbenzène (visés à l'annexe V.b de l'AM du 02/02/1998, substances toxiques ou néfastes à long terme pour le milieu aquatique) ;
- tétraméthylbenzène,
- formaldéhyde (halogénés à phrase de risque R40 et également visés à l'annexe III de l'AM du 02/02/1998) ;
- 2-butanone oxime (halogénés à phrase de risque R40).

L'usine consomme environ 277 tonnes par an de solvants.

L'estimation des rejets en COV est réalisée chaque année au travers du plan de gestion des solvants et à la réalisation de mesures. La réglementation (AM du 02/02/1998) prévoit la possibilité de mise en œuvre d'un schéma de maîtrise des émissions (SME) de COV élaboré à partir d'un niveau d'émission de référence de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en œuvre sur l'installation. Néanmoins, le SME doit garantir que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses en vigueur.

Aussi, l'exploitant a réalisé un SME en 2007. L'émission annuelle cible de référence définie en 2007 est fixée à 62,9 tonnes de COV. Les émissions en COV estimées par GREIF dans son plan de gestion des solvants pour l'exercice 2007 atteignent plus de 179 tonnes, soit 2,8 fois plus que l'enveloppe globale tolérée.

Pourtant, il est à rappeler que la chaîne 1 est équipée d'un système de traitement des COV dont le principe repose sur la destruction des COV par agents biologiques. Les émissions chargées en COV issus de la ligne 1 sont introduits à la base d'une tour dans laquelle de l'eau est pulvérisée. L'eau se charge en COV et, par gravité, tombe dans un bac au fond de la tour où siègent des bactéries. Puis, l'eau chargée de bactéries est dirigée vers un filtre à charbon actif qui constitue le substrat où résident une grande partie des bactéries. Celui-ci piège les COV qui au contact du substrat bactérien sont dégradés. Le dispositif fonctionne en boucle fermée, l'eau étant réinjectée dans la tour. Les bactéries dégradent ainsi la matière organique en générant du CO₂ et de l'H₂O.

Ce système de traitement doit permettre d'atteindre un rendement épuratoire d'au moins 95 % (mesures effectuées sur un système similaire dans une usine GREIF au Portugal). Les campagnes de mesures effectuées sur le site de Grand-Quevilly sur ce système ont permis de caractériser un abattement moyen des COV de 35 %.

Suite à l'arrêté préfectoral en date du 17/11/2006 mettant en demeure l'exploitant de mettre en conformité ses installations en matière d'émissions de COV, celui-ci a entrepris des actions visant notamment à réaliser de nouvelles campagnes de mesures afin de déterminer le niveau de performance de la station de traitement biologique et à identifier les causes du fonctionnement non optimal (remplacement de certains équipements de type filtres, pompes, etc.). Les derniers résultats datant de décembre 2008 confirment les mauvais rendements en dépit des préconisations du constructeur. L'exploitant s'oriente donc vers la mise en place d'un incinérateur (oxydateur thermique) commun pour le traitement des COV issus de la ligne 1 et de la ligne 2 (investissement de 1 875 k€). Le rendement épuratoire de ce type d'installation de traitement doit pouvoir atteindre 98 %.

Commentaires complémentaires de l'inspection des installations classées :

L'exploitant a finalisé le choix des solutions techniques de traitement à retenir pour chacune des 2 lignes (en vue de la mise en conformité des installations du site) et a passé commande le 10 avril 2009 d'un oxydateur thermique commun à l'ensemble des lignes de production pour un montant total de 1 875 000 €. Cette installation devra permettre le traitement d'un flux d'air de l'ordre de 80 000 Nm³ et de garantir un rejet maximal en COV de 50 mg/Nm³ (équivalent carbone). Aussi, le rendement de cet équipement devra permettre à l'exploitant de descendre en deçà de la cible annuelle fixée dans le schéma de maîtrise des émissions de COV. Compte tenu des délais d'approvisionnement (7 mois), l'exploitant vise un démarrage de cette installation pour la fin de l'année 2009.

De plus, le projet de prescriptions fixe des valeurs limites d'émissions en COV tant en concentrations qu'en flux par exutoires, en fonction de la nature des COV et du type de traitement opéré et ce conformément aux exigences du document BREF concerné. Dans ce cadre, l'émission annuelle (émissions canalisées et diffuses) établie dans le SME en 2008 (avec hypothèse d'abattement d'au moins 95 %) et attendue après 2009 est de l'ordre de 30 t. (pour rappel, l'émission annuelle de référence en 2000 était de 246 t).

II.4 – Evaluation des impacts sur l'eau (consommation d'eau et rejets aqueux des installations projetées)

II.4.1 – Consommation d'eau

L'usine est alimentée en eau de ville depuis l'usine d'eau potable de Moulineaux. L'eau de ville n'est utilisée que pour l'usage sanitaire. Les eaux utilisées dans le process (refroidissement et floculation de peinture) sont en circuit fermé. De plus, le site dispose de 2 forages servant à l'alimentation en eau d'extinction incendie. En 2005, le site consomme 4 700 m³ d'eau de ville et 20 m³ d'eau de forage.

Du fait de l'extension (rapatriement de l'activité Blow Moulding), la consommation en eau n'augmente que très faiblement. En effet, cela ne fait augmenter le personnel que de 24 salariés supplémentaires et seul un groupe froid supplémentaire fonctionnant en circuit fermé est installé.

Commentaires complémentaires de l'inspection des installations classées :

Sur la période décennale passée, la consommation en eau de ville a diminué de manière très significative passant de 19 000 m³ en 1996 à moins de 5 000 m³ en 2005. Cette diminution résulte de l'arrêt de l'unité de traitement de surface (galvanisation de bouchons d'acier), du remplacement de 2 tours aéroréfrigérantes par des groupes froids, et de la réduction du dimensionnement des bacs de floculation de peinture.

II.4.2 – Rejet aqueux

Les eaux usées du site sont dirigées vers 2 réseaux séparatifs :

- le réseau « Eaux usées domestiques » ;
- le réseau « Eaux pluviales ».

L'usine n'est à l'origine d'aucun effluent aqueux industriel. Les eaux issues du lavage des machines et des pièces dans la fosse de nettoyage sont pompées et évacuées en tant que déchets vers des filières de traitement adaptées et dûment autorisées.

Les eaux sanitaires transitent dans le premier réseau avant de rejoindre la station d'épuration Emeraude pour traitement. Le raccordement des eaux sanitaires au réseau collectif date de 1999. Cela représente une quantité d'eau de 4 700 m³/an.

Les eaux pluviales sont des eaux de ruissèlement des toitures et des aires de circulation et de stationnement. Compte tenu de la superficie des surfaces imperméables et de la pluviométrie moyenne annuelle, la quantité d'eau pluviale récupérable sur le site est estimée à 51 000 m³/an.

La charge polluante de ces eaux est potentiellement composée d'hydrocarbures, de matières en suspension, de matières oxydantes de type DCO.

Les eaux pluviales sont acheminées vers un point de rejet équipé d'un séparateur à hydrocarbures avant de rejoindre la Seine.

Commentaires complémentaires de l'inspection des installations classées :

L'impact de GREIF sur les eaux est limité. Cependant, les résultats des campagnes de mesures réalisées semestriellement sur l'effluent eaux pluviales en 2005 indiquent des dépassements en DCO (325 mg/L en moyenne pour une limite à 300 mg/L). Depuis 2006, les mesures en DCO sur les rejets pluviaux sont conformes (environ 50 mg/L en moyenne).

En cas d'incendie, l'exploitant dispose d'une vanne permettant de rompre le rejet en Seine. En effet, le volume nécessaire à l'extinction d'un incendie peut être stocké dans le réseau interne à l'établissement. Dans ce cas, l'eau d'extinction est pompée et évacuée vers des filières de traitement adaptées.

II.5 – Evaluation des impacts sur la commodité du voisinage

→ Impacts sonores des installations

L'effectif du site sera porté de 226 à 240 salariés, avec le rapatriement des installations du site d'AUTHEUIL-AUTHOUILLET. Le site fonctionne 24h/24, 7j/7. Toutefois, toutes les activités ne sont pas concernées par le travail de nuit et de week-end.

Les sources prépondérantes de bruit pour la commodité du voisinage sont la station de lavage des fumées, les silos afférents à l'activité IBC, la chaufferie, les camions et les chariots élévateurs évoluant sur le site.

Une campagne de mesures des niveaux sonores a été réalisée le 14 septembre 2006 pour évaluer l'impact sonore du site de 17h à 24h en 8 points situés en limite de propriété du site. Les résultats indiquent le respect des niveaux sonores admissibles en période diurne et nocturne.

Commentaires complémentaires de l'inspection des installations classées :

Le projet de prescriptions joint au présent rapport prévoit la réalisation, dans les 3 mois suivant la notification de l'arrêté, d'une campagne de mesures des émissions sonores de l'établissement. Par ailleurs, les niveaux sonores limites admissibles, ainsi que les valeurs limites d'émergence, reprises dans le projet de prescriptions joint au présent rapport ont été établis sur la base des dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

→ Impacts liés aux odeurs

Les activités engendrent l'émanation d'une odeur caractéristique aux solvants du fait de l'émissions de COV. Le voisinage du site est essentiellement industriel. La mise en place d'un système de traitement des COV devrait considérablement réduire les émissions de COV. L'impact lié aux odeurs devrait donc être considérablement réduit.

→ Impacts liés aux vibrations

La site ne dispose pas d'installations pouvant générer des vibrations.

II.6 – Evaluation des impacts sur la production et le traitement de déchets

Les déchets générés par l'activité sont des déchets industriels et des déchets banals :

- déchets industriels (486 t en 2006) : boues de curage des fosses et d'égouts, boues de peintures, huiles, peintures et vernis périmés, des solvants « sales », eaux de lavage, des néons, des piles, des produits de nettoyage et des déchets d'emballages souillés ;
- déchets banals, dont certains (2 000 t en 2006) sont recyclés comme les déchets métalliques, le bois, le carton, les plastiques.

Selon leur nature, ces déchets sont orientés vers des filières adaptées (Bonnefond, Viam, Sonolub, Triadis, Ipodec, Citron, CFF Revival, Vesta, etc.)

Commentaires complémentaires de l'inspection des installations classées :

Sur la période décennale passée, globalement la quantité de déchets générée par GREIF diminue. En effet, la quantité de déchets organiques (solvants sales, boues de peintures, etc.) a considérablement diminué (220 t en 1997, 76 t en 2006). La quantité de déchets d'acier brut décroît régulièrement (2 700 t en 1997, 1 500 t en 2006), la quantité de déchets de type métaux est relativement stable (400 t/an). Cependant, la quantité de déchets de plastiques est en augmentation (15 t en 1999, 62 t en 2006).

II.7 - Evaluation des impacts des installations sur le niveau de pollution des sols

Les installations et activités susceptibles de polluer les sols sont :

- l'utilisation d'huile dans le local de maintenance ;
- la rupture accidentelle d'une cuve ;
- le renversement accidentel de fûts ;
- les éclaboussures autour de l'aire de lavage des machines.

Pour parer à toute pollution des sols, l'exploitant met en œuvre un certain nombre de dispositions comme :

- bétonner le sol de ateliers et notamment le sol du local de maintenance et de stockage des peintures ;
- équiper les cuves aériennes de rétention, les cuves enterrées étant double enveloppe avec système de détection de fuite ;
- munir les fûts de solvants de capacité de rétention ;
- associer une capacité de rétention au niveau de l'aire de lavage des machines.

L'exploitant s'attachera toutefois à prendre toutes les dispositions de manière à éviter toute contamination des sols autour de l'aire de lavage (nettoyage de machines et pièces) du fait notamment des éclaboussures pouvant survenir sur les parties bitumées du sol.

II.8 - Evaluation des effets sanitaires des installations

L'exploitant a mené une évaluation des effets sanitaires imputables aux activités projetées de façon à s'assurer que cette activité n'est pas de nature à engendrer des risques inacceptables pour la santé du public.

Les substances et leurs modes de transfert possibles vers l'homme sont résumés dans le tableau qui suit :

| Types de rejet | Origine | Nature des polluants | Voie de transfert possible | Mode d'absorption par l'homme |
|----------------|--|--|---|---|
| Gazeux | Application de peinture et de vernis sur fûts métalliques | COV (formaldéhyde, 2-butanone oxime, tétraméthylbenzène, toluène, xylène, etc.). | Dispersion de polluants dans l'air ambiant | Respiration de l'air ambiant (inhalation) |
| | Installations de combustion (*) (fours et étuves de l'atelier fûts métalliques) | NOx. | | |
| | Activités de transformation de matières plastiques (*) (Polyéthylène haute densité et polypropylène) | Hydrocarbures aliphatiques insaturés (méthane, éthylène, butènes, etc.), cétones, aldéhydes, acides gras volatils. | | |
| | Application de joints (*) | N-nitrosodibutylamine et ammoniac. | | |
| Aqueux | Eaux domestiques et pluviales | DCO, DBO5, MES, hydrocarbures | Dispersion de polluant dans le milieu naturel | Ingestion d'eau, de poissons contaminés. |

La modélisation révèle que les concentrations les plus fortes en COV sont présentes au droit du site GREIF. L'entreprise extérieure la plus « impactée » est l'incinérateur d'ordures ménagères VESTA, les riverains les plus « exposés » sont les habitants de Dieppedalle. Toutefois, les calculs de risques liés aux COV, basés sur les données d'émissions mesurées fin 2007-début 2008 et réalisés à partir de la modélisation de la dispersion atmosphérique des polluants sont très inférieurs aux seuils de risque considérés comme acceptable.

(*)Néanmoins, du fait des faibles rejets de NOx, de résidus issus de la transformation des matières plastiques et de l'application de joints, le risque sanitaire n'a pas été évalué.

II.9 – Evaluation des impacts liés aux transports

Le site GREIF est desservi par le boulevard de Stalingrad qui supporte un transport lié aux activités de la zone industrielle.

L'activité du site génère la circulation de 200 véhicules légers/jour (salariés) et de 34 camions/jour. Les mouvements de camions générés par l'activité de GREIF représentent 0,8 % du trafic supporté par le boulevard, soit un impact très faible. Les véhicules légers représentent quant à eux, 5,2 % du trafic actuel, ce ratio passerait à 2,8 % en 2010 selon l'estimation du trafic avec prise en compte du pont Flaubert.

L'usine est également desservie par une ligne de chemin de fer pour les approvisionnements de bobines d'acier. Des livraisons ont lieu quotidiennement, le site disposant d'une locomotive.

II.10 – Utilisation rationnelle de l'énergie

L'usine utilise pour ses activités de l'électricité pour l'alimentation des machines, l'éclairage, et du gaz de ville pour l'alimentation des chaudières et des fours.

Commentaires complémentaires de l'inspection des installations classées :

Sur la période décennale passée, la consommation électrique est relativement stable (8 500 MW/an), la consommation de gaz de ville diminue (17 800 MW en 1996, 12 000 MW en 2005). Des mesures sont mises en place par l'exploitant afin de réduire l'utilisation de l'énergie comme la sensibilisation du personnel, la mise en place d'un compresseur à vitesse variable dans l'unité Blow Moulding.

Par ailleurs, concernant l'oxydateur thermique, il est à préciser que l'exploitant a tenu compte du critère de performance énergétique (consommation de gaz) pour arrêter son choix.

III – Comparaison aux Meilleures Techniques Disponibles

A ce jour, il existe un document technique « BREF » validé par la commission européenne (BREF = Best REFERENCE) qui expose les meilleures techniques disponibles (MTD) afin de prévenir et de réduire de façon intégrée les pollutions pouvant être générées par les industries du secteur chimique. Il s'agit en effet du BREF dit « CWW » relatif aux systèmes communs de gestion et de traitement des eaux usées et des effluents gazeux dans le secteur chimique.

Le traitement des eaux usées et des effluents gazeux est considéré dans ce BREF comme une question transversale ; il évalue les "meilleures techniques disponibles" (MTD) dans l'ensemble du secteur chimique, indépendamment des procédés de production particuliers et du type ou de la taille de l'entreprise chimique concernée. Les MTD sont, outre des techniques de traitement, une stratégie de gestion afin de prévenir ou de maîtriser au maximum la production d'effluents aqueux ou gazeux.

L'activité de l'entreprise GREIF est ainsi concernée par ce document de référence.

Celui-ci englobe trois domaines :

- l'application de systèmes et d'outils de gestion environnementale ;
- l'application de techniques de traitement des eaux usées et des effluents gazeux généralement mises en œuvre ou applicables dans le secteur chimique ;
- la détermination des meilleures techniques disponibles ou la présentation de conclusions sur les MTD, à partir des deux points précédents, afin de définir une stratégie de réduction optimale de la pollution et, le cas échéant, des niveaux d'émission liés à l'emploi des MTD aux points de rejets dans l'environnement.

→ concernant les effluents aqueux :

Il a été décrit précédemment les différents rejets d'eaux émanant de l'établissement. Il s'agit :

- des eaux vannes collectées dans le réseau d'eaux usées collectif puis dirigées vers la station d'épuration collective ;
- des eaux pluviales (eaux de toitures + eaux de ruissellement des voiries) collectées dans le réseau d'eaux pluviales puis dirigées vers le séparateur à hydrocarbures avant rejet en Seine.

Le BREF indique pour principe que la diminution et/ou le traitement efficace des eaux usées nécessite de disposer d'un bon système de collecte des eaux usées (séparativité des réseaux de collecte). Un tel système dirige les effluents vers le dispositif de traitement approprié et empêche que les eaux polluées se mélangent avec les eaux non polluées. Les eaux usées (sanitaires) du site transitent dans un réseau qui leur est dédié pour rejoindre le réseau collectif d'assainissement pour traitement en station d'épuration.

En ce qui concerne les eaux de pluie, le BREF préconise de :

- amener l'eau de pluie non polluée directement dans le milieu récepteur, en contournant le système d'assainissement des eaux usées (séparativité des réseaux eaux pluviales/eaux usées) et ;
- traiter l'eau de pluie provenant de zones polluées avant de la déverser dans le milieu récepteur.

Ces 2 actions, conformes aux MTD sont mises en œuvre par l'exploitant. En effet, celui-ci dispose de 2 réseaux distincts et d'un séparateur à hydrocarbures qui traite l'ensemble des eaux de ruissellement collectées à l'exutoire final.

De plus, sur la base des niveaux d'émissions édictés dans le BREF, le projet de prescriptions impose à l'exploitant des valeurs d'émissions dans les eaux pluviales plus contraignantes que celles issues de la réglementation nationale (AM 02/02/1998).

De plus, le projet de prescriptions complémentaires prévoit la mise en place d'un bassin de décantation avant rejet en Seine des eaux pluviales (type bassin tampon) suffisamment dimensionné en vue de prévenir d'éventuelles pollutions (notamment en DCO).

→ concernant les effluents gazeux :

Concernant le traitement des COV, le BREF donne les niveaux de performance et plages de fonctionnement optimal suivants :

| | Oxydation thermique |
|---|---|
| But | Oxydation à l'oxygène (air) en chauffant un flux gazeux au-dessus de son point d'auto-inflammation |
| Application | Émissions depuis toutes les sources de COV |
| Limites d'application | Débit : jusqu'à environ 86 000 Nm ³ /h Gamme de températures : 800-1 000°C 980-1 200°C (substances dangereuses) |
| Consommables | Carburant au démarrage : Énergie : 3-8 kWh/1 000 Nm ³ Chute de pression : 1-5 kPa |
| Effets inter-milieux | CO et NO _x dans le gaz de combustion |
| Performances pouvant être atteintes (% d'extraction de polluant) | COV: rendement compris entre 95-99 % |
| Niveaux d'émission pouvant être atteints [mg/Nm³] | COT (Carbone Organique Total) : 1-4 |

Afin de répondre aux exigences du BREF, le projet de prescriptions prévoit :

- un débit maximal des effluents gazeux au niveau de l'oxydateur thermique de 80 000 m³/h ;
- une mesure annuelle des NOx et CO dans les gaz de combustion ;
- la valorisation de la chaleur produite par l'installation de traitement par un dispositif de récupération secondaire d'énergie.

De plus, le BREF afférent aux activités de traitement de surface utilisant des solvants organiques dit « EIPPCB » applicable à l'établissement, donne les niveaux d'émissions associées aux MTD suivants :

| Technique | Niveau d'émission de COV (canalisées et diffuses) à l'application (g/m ²) |
|--|---|
| Revêtement et impression d'emballages métalliques (fûts) | 60-70 g/m ² |

La mise en œuvre de l'oxydateur thermique, avec un rendement épuratoire de 95%, devrait permettre de réduire considérablement l'émission annuelle de COV. Celle-ci, établie dans le schéma de maîtrise des émissions de 2008 et attendue après 2009 est de l'ordre de 30t/an. L'exploitant demande à exercer ses activités d'application de peinture et de vernis sur 3 000 000 de fûts par an, représentant 7 776 000 m² de surface revêtue par an (1 fût= 2,16 m² et 20% des fûts sont vernis en plus d'être peints). Le flux d'émission de COV spécifique rapporté à la production est alors d'environ 4 g de COV/m² de surface métallique revêtue respectant ainsi l'objectif à atteindre établi dans le BREF et rappelé supra.

Enfin, l'exploitant a mis en œuvre un certain nombre d'actions visant à répondre aux MTD relatives aux activités d'application de peinture sur des emballages métalliques selon les recommandations du BREF relatif au traitement de surface des métaux et matières plastiques. Elles sont synthétisées dans le tableau qui suit :

| Meilleures technologies disponibles | | Situation de GREIF |
|---|--|--|
| Conception des installations, construction et gestion | Mise en place d'un système de management de l'environnement avec planification de la réduction des impacts de l'installation, suivi des consommations et des émissions, prise en compte des modalités de mise à l'arrêt dans la conception des nouveaux projets. | Emploi d'un conseiller MTD à temps partagé. |
| | Management des risques dans la conception, la construction et la mise en œuvre des installations pour les stockages, l'utilisation des produits chimiques et des matières premières. | <ul style="list-style-type: none"> - faibles quantités stockées dans les unités de production ; - rétentions appropriées ; - présence d'absorbants dans les zones à risque de déversement ; - détecteurs de fuite sur les cuves enterrées ; - réservoirs enterrés double paroi. Dans les zones de production : <ul style="list-style-type: none"> - re-remplissage des fûts pour minimiser les émissions diffuses, - fûts maintenus fermés au maximum, - système de pompage de solvants direct vers l'usine pour réduire les pertes. |
| | Rédaction de procédures, automatisation des tâches, formation, sensibilisation du personnel à l'environnement, définition des rôles, gestion des accidents, suivi des conformités réglementaires. | <ul style="list-style-type: none"> - application de peinture dans des cabines automatisées et fermées ; - habilitations du personnel pour la manœuvre des produits ; - gestion et mise à jour des fiches de données de sécurité ; - conseiller MTD à temps partagé. |

| Meilleures technologies disponibles | | Situation de GREIF |
|---|--|--|
| Autosurveillance et suivi des émissions de solvants | Utilisation d'un plan de gestion de solvants pour évaluer les émissions canalisées et diffuses, mises à jour régulières, mesures directes. | - rédaction annuelle d'un plan de gestion des solvants ; - estimation des émissions depuis 1997 ; - mesures réalisées depuis 1999. |
| | Procéder à la maintenance des équipements de mesure. | |
| Réduction des consommations d'eau | Réutilisation de l'eau | Systèmes de floculation des peintures en circuit fermé. |
| | Mesures de contrôle pour minimiser l'utilisation d'eau de refroidissement | |
| | Système de refroidissement en circuit fermé et/ou échangeurs de chaleur. | Systèmes de refroidissement en circuit fermé. |
| Minimiser les dépenses d'énergie | Suivi régulier des consommations d'énergie installation par installation, contrôle des équipements fortement consommateurs d'énergie lors de leur mise en marche, utilisation d'équipements énergétiquement efficaces. | - relevés eau, gaz et électricité mensuels ; - utilisation de compresseurs à vitesse variable dans l'unité Blow Moulding. |
| Gestion des matières premières | Stocks à flux tendus | |
| | Sélection des matières premières permettant de minimiser l'impact des émissions. | |
| | Réduire les consommations de matières premières par l'utilisation de systèmes de mélange automatisés, par la réutilisation des peintures et solvants, par le pompage direct en cuve, par le regroupement des productions par couleur ou par type de produit. | Pompage direct en cuves des principaux solvants. |
| Process et équipements | Substitution par des peintures à base d'eau, utilisation d'équipements d'application de peintures minimisant les émissions, utilisation de systèmes de séchage des peintures et vernis économes en énergie. | Diminution du taux de transfert : diminution des pertes lors de l'application de peinture par un meilleur réglage des pistolets. |
| Nettoyage | Recyclage des solvants de nettoyage, choix de solvants de nettoyage faiblement toxiques à point éclair élevé, méthodes de nettoyage limitant l'usage et les émissions de solvants, substitution des solvants de nettoyage par des produits sans solvant. | Utilisation d'une fontaine aqueuse dans les ateliers Tri-Sure et fûts métalliques. |
| Substitution des substances utilisées | Substitution par des peintures à base d'eau, remplacement par des produits moins toxiques, moins nocifs pour l'environnement, remplacement par des produits moins nocifs pour la couche d'ozone. | La peinture à base eau a été essayée par l'industriel. Les surcoûts engendrés ont été évalués à 250 k€/an. Toutefois, l'exploitant s'engage à substituer les encres par des produits ne contenant pas de produits toxiques ou à phrases de risque R40. |

| Meilleures technologies disponibles | | Situation de GREIF |
|---|---|---|
| Emissions à l'atmosphère et traitement des gaz | Réduction à la source, récupération des solvants émis, destruction des solvants | |
| | Système de traitement des COV maintenu en bon état avec autosurveillance régulière du bon fonctionnement. | Mise en place d'une tour de traitement des COV issus de la chaîne 1 par voie biologique : abattement de 35 % → insuffisant. Projet de mise en œuvre d'un oxydateur thermique devant traiter les COV issus des chaînes 1 et 2, rendement attendu de 98 %. |
| Rejets liquides | Traitement des eaux | Eaux de floculation peinture recyclées et réutilisées en circuit fermé. Les eaux de lavages sont évacuées et traitées en tant que déchets dans des filières adaptées. |
| | Choix de matières premières pour réduire les composés toxiques pour les eaux. | Pas d'eaux de process, donc pas de contamination des eaux en fonctionnement normal de l'usine. |
| Gestion des déchets et récupération du matériel | Réduire les pertes de matériel, favoriser le recyclage des solvants. | |
| Nuisances olfactives | Substitution par des matières moins odorantes, mise en place de traitement des gaz avec cheminées hautes | Système de traitement des COV par oxydateur thermique prévu pour fin 2009. |
| Lutte contre le bruit | Identification des sources majeures de bruit et des cibles sensibles du voisinage, mise en place de systèmes antibruit, parois. | Etude sonore en 2006 (pas de non-conformité). Nouvelle campagne prescrite dans les 3 mois suivant la notification de l'arrêté, puis tous les 3 ans. |

De plus, les investissements liés au respect de l'environnement et à la sécurité engagés par l'exploitant ces dernières années sont :

| Année | Type d'investissements | Montant |
|-------|--|---------|
| 1995 | Mise en conformité du magasin peinture | - |
| 1999 | Raccordement des eaux usées du site au SIARR (diminution des rejets en Seine) | - |
| 2002 | Mise en œuvre d'un groupe froid en remplacement de la tour aéroréfrigérante de la chaîne 2 | 20 k€ |
| 2003 | Détection de gaz dans le local chaufferie | 9 k€ |
| 2004 | Changement des brûleurs de la chaudière (brûleurs bas NOx) | |
| 2005 | Mise en œuvre d'un groupe froid en remplacement de la tour aéroréfrigérante de la chaîne 1 | 10 k€ |
| 2005 | Insonorisation de la soudeuse | 18 k€ |
| 2005 | Rénovation du groupe électrogène | 10 k€ |
| 2005 | Réduction floculent peinture | 18 k€ |
| 2005 | Rénovation pompe incendie | 10 k€ |
| 2005 | Extension du système de détection de feu sur quai wagons | 4 k€ |

| Année | Type d'investissements | Montant |
|------------------|--|-----------------|
| 2006 | Tour de traitement des COV issus de la chaîne 1 | 450 k€ |
| 2006 | Mise en place d'un conteneur pour le stockage des solvants « sales » | 17 k€ |
| 2006 | Armoire de sécurité pour le stockage de produits inflammables | 3 k€ |
| 2006 | Contrôle d'accès à l'usine | 50 k€ |
| 2006 | Etude pour l'installation d'un système de sprinklage dans l'atelier plastiques (projet estimé à 700 k€) | 45 k€ |
| 2006 | Etude bruit | 5 k€ |
| Projet 2009-2010 | Commande d'un oxydateur thermique pour le traitement des COV issus des chaînes n° 1 et 2 de l'atelier de fabrication des fûts métalliques. | 1 875 k€ |
| | TOTAL | 2 547 k€ |

IV – PRESENTATION DE L'ETUDE DES DANGERS

III.1 – Méthodologie de l'étude

La démarche d'analyse mise en œuvre comprend :

- l'identification des dangers et des événements redoutés (recensement des dangers par typologie, identification des événements redoutés potentiels devant faire l'objet de l'évaluation préliminaire des risques) ;
- l'évaluation préliminaire des risques (caractérisation des scénarios envisageables et des mesures de prévention/protection prévues, quantification en probabilité et gravité des scénarios, cotation du risque et sélection des scénarios nécessitant une analyse détaillée) ;
- l'analyse détaillée des risques (analyse par arbres de défaillances et d'événements, calcul de l'intensité des effets des phénomènes dangereux, identification des mesures importantes pour la sécurité).

III.2 – Analyse préliminaire des dangers

III.2.1 – Dangers présentés par les produits mis en œuvre sur le site

Les principaux produits mis en œuvre dans les installations et susceptibles de présenter des dangers sont :

- des peintures, vernis, solvants : inflammabilité, nocivité, irritabilité ;
- matières plastiques (polypropylène, polyéthylène) : dégradation thermique aux températures de mises en œuvre, potentiel calorifique.

III.2.2 – Risques liés à l'environnement

L'usine est située dans la zone des effets irréversibles engendrée par la société GPN pour les effets toxiques. Des locaux de confinement ont été répartis dans l'usine afin de permettre le confinement du personnel en cas d'alerte toxique : 1 dans le bâtiment « fûts métalliques », 1 dans le bâtiment TriSure, et 1 dans le réfectoire.

Il est à noter aussi la présence de produits toxiques et inflammables (produits de fumigation pour soutes de navires) dans l'entrepôt « Lohéac » dans la cellule voisine de celle exploitée par GREIF.

Une étude foudre pour les effets directs et indirects a été mise en œuvre par l'exploitant. Elle rappelle notamment les niveaux de protection requis pour chacun des bâtiments. Le projet de prescriptions reprend les préconisations de ladite étude à savoir : assurer l'équipotentialité entre les canalisations entrantes/sortantes et la charpente de chacun des bâtiments, définir les zones ATEX dans les 3 dimensions, assurer une protection contre les surtensions, interconnecter les bâtiments entre eux.

L'usine (sauf le bâtiment IBC) est située en zone « aléa modéré » dans le projet de Plan des Préventions du Risque d'Inondation (PPRI) incluant Grand-Quevilly. L'étude de dangers précise en particulier que l'installation respecte les dispositions du projet de règlement associé au PPRI.

Des conditions particulières de circulation (barrières automatiques aux accès, création d'une 2nde sortie, marquage au sol, etc.) sont notamment mises en œuvre sur le site pour limiter les risques d'accidents liés à la circulation interne.

III.2.3 – Accidentologie

L'analyse de l'accidentologie et du retour d'expérience a été réalisée en faisant appel à la base de données nationale ARIA sur les accidents survenus dans les installations similaires en France.

Les principaux incidents liés aux activités de GREIF sont résumés dans le tableau suivant :

| Activités | Principaux incidents | | |
|--|--|--|---|
| | | | |
| Transformation de matières plastiques | Incendie (76 % des cas) | Des rejets de matières dangereuses (38 % dont fumées générées par les incendies) | Des explosions d'équipements annexes mettant en jeu des produits inflammables de type fours au gaz (12 %) |
| Application de peintures et de vernis. | Incendie (96 % des cas) | Des rejets de matières dangereuses (24 %), | Des explosions (4 %) |
| Stockage de solvants | Rejet de matières dangereuses (97 % des cas) | Explosion (4 %) | Incendie (2 %) |
| Stockage de propane | Explosion | Fuite puis flash | |

Les principales mesures prises par l'exploitant, face à ce retour d'expérience, sont notamment : fermeture du clapet d'alimentation de la cuve de solvants lorsque le niveau haut est atteint, relevé du niveau de la cuve avant tout dépotage, mise à la terre du camion lors du dépotage, cuve à double paroi avec détection de fuite, utilisation de matériel ADF dans le magasin « solvants », interdiction de points chauds, évènements des cuves enterrées suffisamment éloignés de toute source d'inflammation, présence d'un clapet d'excès fermant en cas de rupture de tuyauteries entre cuve de propane et station de distribution, etc.

III.2.4 – Identification des équipements critiques et réduction des potentiels de dangers

Les principaux potentiels de dangers identifiés dans l'étude de danger sont les suivants :

- la zone de déchargement des fûts dans le magasin peinture (risque d'épandage de produits lors du déchargement) ;
- le chariot de préparation des peintures (risque d'épandage de peinture suite à renversement du chariot) ;
- la cuve d'acétate de butyle (risque d'inflammation de l'épandage en cas de déversement du produit) ;
- le stockage de produits finis dans le bâtiment « Lohéac » (risque d'incendie suite à défaillance électrique et/ou acte de malveillance) ;
- le stockage de produits finis IBC situé sous le auvent à proximité de la route (risque d'incendie suite à un acte de malveillance ou d'imprudence) ;
- le stockage des produits finis IBC et fûts plastiques (risque d'incendie généralisé suite à départ de feu sur un des stockages) ;
- le stockage de palettes en bois (risque d'incendie suite à un acte de malveillance ou d'imprudence).

Les premières mesures compensatoires prévues pour limiter les potentiels de dangers décrits supra sont les suivantes :

- la mise à disposition d'un obturateur dans la zone de déchargement des fûts pour réduire la pollution des sols en cas d'épandage de produits ;
- l'utilisation d'un chariot plus stable, mise à disposition d'obturateurs de regards, application de consignes en cas de renversement du chariot ;
- la mise sur rétention des fûts et de la pompe sous tirant l'acétate de butyle depuis la cuve, mise à la terre de sa rétention métallique ;
- le passage périodique du gardien (soir et week-end) dans le bâtiment « Lohéac » et indication « entrepôt sous surveillance » sur la porte d'accès à la cellule.

III.2.5 – Événements redoutés retenus à l'issue de l'analyse préliminaire des risques

L'analyse préliminaire a consisté à caractériser les scénarios envisageables et les mesures de prévention/ protection prévues, à quantifier en probabilité et gravité les scénarios, à coter le risque et à sélectionner les scénarios nécessitant une analyse détaillée.

A l'issue de l'analyse préliminaire des risques, les événements redoutés retenus pour l'analyse détaillée des risques sont les suivants :

- l'incendie du stockage de produits finis IBC situé sous le auvent à proximité de la route ;
- l'incendie du stockage de produits finis dans le bâtiment « Lohéac » suite à défaillance électrique ;
- l'incendie du stockage de palettes en bois situé près du boulevard Stalingrad suite à un acte de malveillance ou d'imprudence.

III.3 – Analyse détaillée des risques

III.3.1 – Identification et évaluation des phénomènes dangereux

III.3.1.1 – Zones d'effets modélisés

Les principaux éléments résultant de l'analyse détaillée des risques présentée dans l'étude de dangers sont repris dans le tableau suivant, reprenant les phénomènes dangereux examinés, les principales mesures de maîtrise des risques, les zones d'effets modélisées, la probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux et la gravité des dommages.

| Installation | Phénomène dangereux (en gras sont précisées les principales mesures de maîtrise des risques mises en œuvre par l'exploitant) | Intensité (zones d'effets en m) | | | Proba * | Gravité | | |
|---|--|---|--|--------------------------|---------|--|---|---|
| | | Z _{EL5} (8 kW/m ²) | Z _{PEL5} (5 kW/m ²) | Z _{EL} (SEI) | | Z _{EL5} (8 kW/m ²) | Z _{PEL5} (5 kW/m ²) | Z _{EL} (SEI) |
| Stockage IBC « couvert » le long du boulevard Stalingrad | Effets thermiques suite à l'incendie du stockage IBC « couvert » (matières plastiques et palettes de bois) avec mise en place d'un rideau d'eau de part et d'autre des longueurs du stockage couvert IBC sur une hauteur de 4 m. <i>50 bis</i> | 10 | 17 | 29 | E | Aucune personne exposée Sérieux | Au plus 1 personne. Sérieux | Moins de 10 personnes. Sérieux |
| Stockage IBC « extérieur » situé le long du boulevard Stalingrad | Effets thermiques suite à l'incendie du stockage IBC « extérieur » (matières plastiques et palettes de bois) avec mise en place d'un rideau d'eau de part et d'autre des longueurs du stockage couvert IBC sur une hauteur de 4 m. <i>53 bis</i> | 17 | 30 | 45 | E | Pas de zone de létalité hors de l'établissement Modéré | | Présence humaine exposée à des effets irréversibles inférieure à « 1 personne » Modéré |
| Entrepôt « Lohéac » | Effets thermiques suite à l'incendie de l'entrepôt « Lohéac » (stockage de cartons, plastiques, d'aciers) avec : - protection avec le stockage des produits de fumigation de la cellule voisine de l'entrepôt (sans effet domino), - murs coupe-feu sur les pignons de l'entrepôt, - renforcement de la structure du bâtiment (stable au feu) et, - gardiennage. <i>48 bis</i> | 23 | 36 | 54 | D | Au plus 1 pers. Important | Entre 1 et 10 pers. Important | Entre 10 et 100 pers. Important |
| Stockage de palettes en bois situé le long du boulevard Stalingrad | Effets thermiques suite à incendie du stockage de palettes en bois. <i>59</i> | 12 | 17 | 23 | D | Au plus 1 pers. Important | Entre 1 et 10 pers. Important | Entre 10 et 100 pers. Important |

Probabilité (par unité et par an) : E (<10⁻⁵), D (entre 10⁻⁵ et 10⁻⁴), C (entre 10⁻⁴ et 10⁻³), B (entre 10⁻³ et 10⁻²), A (<10⁻²)

La cartographie des zones d'effets fait apparaître que :

- seul le scénario d'incendie du stockage IBC extérieur génère des zones d'effets qui restent confinées dans l'enceinte de l'établissement ;
- pour l'incendie du stockage IBC couvert : la zone des premiers effets létaux (Z_{PEL}) sort des limites de propriété du site de quelques mètres, la zone des effets irréversibles Z_{EI} s'étend sur le boulevard Stalingrad sur une distance d'environ 15 m ;
- pour l'incendie de la cellule de stockage « Lohéac » : la zone des effets létaux significatifs (Z_{ELS}), la Z_{PEL} et la Z_{EI} sortent des limites de propriété du site et s'étendent en partie à l'intérieur de la cour de la société Lohéac ;
- pour l'incendie des palettes : la Z_{ELS} , la Z_{PEL} et la Z_{EI} sortent des limites de propriété du site et s'étendent sur le boulevard Stalingrad. La Z_{EI} atteint en partie le bâtiment de fabrication des fûts métalliques.

En conséquence, le projet de prescriptions prévoit :

- la mise en œuvre des mesures compensatoires rappelées en gras dans le tableau précédent ;
- le déplacement du stockage de palettes en bois de manière à confiner les zones d'effets à l'intérieur des limites de propriété du site et afin de ne pas impacter de bâtiments. Le cas échéant, l'exploitant devra mettre en œuvre toutes les dispositions de façon à confiner les zones d'effets dans l'enceinte de l'établissement. Au besoin, un système de détection et d'extinction automatique sera mis en œuvre au niveau du stockage de palettes ;
- la réalisation d'une étude technique visant à supprimer les zones d'effets qui sortent des limites de propriété du site, notamment les zones d'effets issues des scénarii d'incendie du stockage « couvert » IBC et d'incendie de la cellule « Lohéac » ;
- la mise en œuvre d'un système de détection automatique incendie dans la cellule « Lohéac » avec report d'alarme.

V – SYNTHÈSE DES ENQUÊTES PUBLIQUE ET ADMINISTRATIVE

IV.1 - Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 16 mars au 16 avril 2009. Les communes concernées étaient les suivantes : Grand-Quevilly, Rouen, Petit-Quevilly et Canteleu.

Au cours des permanences, 2 personnes se sont manifestées auprès du commissaire enquêteur :

- un adjoint au maire de Grand-Quevilly indique que la ville demande la signature d'une convention entre l'agglomération de Rouen pour la gestion des eaux usées, de procéder à des mesures de la qualité des eaux pluviales avant leur rejet en Seine et de déplacer le stockage de palettes en vue de réduire le risque incendie ;
- un particulier est venu s'informer et a « surtout relevé le problème des COV ».

Dans son rapport du 7 mai 2009, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable à la demande d'autorisation assorti des recommandations suivantes :

- planifier la mise en place de toutes les mesures compensatoires annoncées dans le dossier ainsi que dans le mémoire en réponse ;
- tenir compte et traiter les remarques faites par les villes de Rouen et de Grand-Quevilly ;
- prendre contact avec la ville de Canteleu pour connaître les "nuisances et les risques générées par ses installations pour les habitants et les activités sur la rive de Canteleu" ;
- procéder à un audit sécurité en interne pour vérifier la conformité des citernes enterrées existantes vis-à-vis du règlement PPRI ;
- mettre en œuvre les recommandations de l'APAVE concernant la foudre.

Ces observations font l'objet de prescriptions adaptées dans le projet.

IV.2 – Avis des conseils municipaux

Le 9 mars 2009, le conseil municipal de Grand-Quevilly a émis un avis favorable sur ce dossier, sous réserve d'établir une convention avec l'agglomération de Rouen pour la gestion des eaux usées, d'effectuer des mesures de la qualité des eaux pluviales avant rejet en Seine, de déplacer le stockage des palettes afin de réduire les risques d'incendie. Le projet de prescriptions tient compte de ces observations.

Le 20 mars 2009, le conseil municipal de Petit-Quevilly a émis un avis favorable à la requête du pétitionnaire après avoir rappelé les impacts et dangers significatifs engendrés par l'exploitation de l'établissement.

Le 13 mars 2009, le conseil municipal de Rouen a émis un avis favorable à la requête du pétitionnaire sous réserve qu'une attention particulière soit apportée à la surveillance et à la protection des sols et eaux souterraines, que les rejets atmosphériques soient mieux quantifiés et que des dispositifs de surveillance et de traitement performant soient mis en place, que des dispositions soient prises en vue de réduire les risques de propagation en cas d'incendie. Ces remarques font l'objet de prescriptions adaptées dans le projet.

Le 27 mars 2009, le conseil municipal de Canteleu a émis un avis défavorable à la requête du pétitionnaire au motif que les « installations génèrent des risques et des nuisances pour les habitants et les activités sur la rive » et que « aucun élément ne lui permet d'évaluer précisément ces risques ».

IV.3 – Enquête administrative

Les avis des services suivants ont été recueillis par l'inspection des installations classées :

- ***Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle :***

Par courrier du 17 février 2009, l'inspection du travail émet un *avis réservé sur ce projet compte tenu de l'absence de procès-verbal de réunion du CHSCT sur le dossier et de l'absence d'évaluation et de prévention des risques professionnels par unité fonctionnelle. A cette fin, il convient d'effectuer un découpage de l'activité globale de l'entreprise par unité fonctionnelle en vue d'évaluer les risques et d'y apporter des mesures de prévention.*

Le projet de prescriptions prévoit la mise à jour de la notice hygiène et sécurité en bonne et due forme.

- ***Direction régionale de l'environnement :***

Par courrier du 20 février 2009, ce service rappelle que les résultats des mesures réalisées sur les eaux pluviales indiquent un dépassement important du paramètre DCO en 2005. Pour prévenir de nouvelles pollution, un bassin de décantation avant rejet en Seine des eaux pluviales devra être mis en place en vue de prévenir d'éventuelles pollutions.

Cette recommandation est intégrée dans le projet de prescriptions joint au présent rapport.

- ***Service départemental d'incendie et de secours :***

Dans son rapport du 23 février 2009, ce service a émis un avis technique recommandant le respect de dispositions de sécurité.

Ces recommandations ont été intégrées dans le projet de prescriptions joint au présent rapport.

- ***Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile :***

Dans son rapport du 16 février 2009, ce service a signalé que *cette installation est localisée dans le périmètre de sécurité d'entreprises classées Seveso seuil haut (GPN et Rubis Terminal Amont) et est compris dans les périmètres de sécurité définis dans le Plan Particulier d'Intervention de l'agglomération de Rouen.* Par ailleurs, ce service prend note de l'augmentation de l'effectif qui passe de 226 à 240 salariés.

- ***Direction départementale de l'équipement et de l'agriculture :***

Dans son rapport du 7 mai 2009, ce service émet un avis favorable sous réserve de la prise en compte des remarques quant à la gestion quantitative (absence de bassin de décantation) et qualitative (en 2005, rejet non-conforme pour le paramètre DCO) des eaux pluviales.

De plus, ce service soulève la question du respect au règlement du PLU approuvé le 24/10/2008. En effet, l'usine est implantée en zone Ui dont le règlement interdit « les constructions ou installations nouvelles générant des risques au-delà de leur terrain d'implantation ».

Par ailleurs, le site est situé dans le périmètre de dangers ZEI, zone dans laquelle les effets d'accidents des entreprises Seveso voisines (GPN et Rubis Terminal Amont) seraient irréversibles. Le règlement de cette zone autorise les constructions nouvelles et extension de l'existant des activités autorisées avec une densité maximum de 25 personnes/hectare. L'extension de l'usine annonce une augmentation de l'effectif passant de 226 à 240 salariés.

Enfin, le rapport précise que la commune de Grand-Quevilly se situe dans le périmètre d'étude du plan de prévention des risques d'inondations (PPRI) Vallée de Seine – Boucle de Rouen, en cours d'approbation (site cartographié dans la zone aléa moyen). Il est à noter que le projet de prescriptions intègre la plupart des obligations des futures servitudes du PPRI (absence de stockage de produits et de déchets dangereux en dessous du niveau de la crue de référence, implantation des appareils électriques et électroniques 50 cm au-dessus de la crue de référence, insensibilité à l'eau des matériaux des parties de construction situées sous la cote de la crue de référence, clapets anti-retour sur les réseaux d'eaux pluviales).

• **Direction départementale des affaires sanitaires et sociales :**

Dans son rapport du 27 juillet 2009, ce service précise que les forages existants sur le site (alimentant la réserve d'eau d'extinction incendie) doivent être aménagés et équipés de manière à éviter toute infiltration d'effluents susceptibles de polluer la nappe phréatique.

De plus, il est demandé à l'exploitant de compléter son étude d'évaluation des risques sanitaires sur les aspects suivants :

- les gaz de combustion des fours, chaudières et étuves alimentés par du gaz naturel ;
- les vapeurs issues de la transformation des matières plastiques. Les produits de dégradation issus de la transformation des matières plastiques et identifiés par l'exploitant (hydrocarbures aliphatiques saturés et insaturés, cétones, aldéhydes, acides gras volatils, etc.) doivent faire l'objet d'une quantification. Les risques qui leur sont associés doivent être évalués ;
- les vapeurs issues de l'application de joints. Les émissions de N-nitrosodibutylamine de d'ammoniac doivent faire l'objet d'une quantification et leurs risques sanitaires doivent être évalués.

Ces observations ont été intégrées au projet de prescriptions.

VI - MEMOIRE EN REPONSE DE L'EXPLOITANT

Lors d'une réunion en date du 3 juillet 2009 avec nos services, il a été fait part à l'exploitant des différents avis émis. Aucune remarque particulière n'a été faite par l'exploitant.

VII- PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Compte tenu des avis émis par le commissaire enquêteur, les services de l'État et les communes, et de la prise en compte dans le projet de prescriptions des observations formulées, nous proposons aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter de la société GREIF relative à la régularisation et à l'extension des activités et au projet de prescriptions joint, qui réglementent l'ensemble des installations.

| <u>Rédacteur :</u> | <u>Vérificateur :</u> | <u>Approbateur :</u> |
|---|---|--|
| Le 17 septembre 2009 L'inspecteur des installations classées  Nadia ABIDA | Le 24/09/09 L'adjoint au chef du service régional de l'environnement industriel,  Christian LEGRAND | Adopté et transmis à monsieur le préfet de la Seine-Maritime, Le 27/09/09. Pour le directeur et par délégation, Le chef du service régional de l'environnement industriel,  |

Guillaume APPÉRE

Annexe 1

Plan de situation



Annexe 2

Projet de prescriptions

LISTE DES CHAPITRES

| | |
|--|-----------|
| TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES..... | 3 |
| CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION..... | 3 |
| CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS..... | 3 |
| CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION..... | 9 |
| CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION..... | 9 |
| CHAPITRE 1.5 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT..... | 9 |
| CHAPITRE 1.6 GARANTIES FINANCIÈRES : SANS OBJET..... | 10 |
| CHAPITRE 1.7 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ..... | 10 |
| CHAPITRE 1.8 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS..... | 11 |
| CHAPITRE 1.9 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES..... | 11 |
| CHAPITRE 1.10 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS..... | 12 |
| TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT..... | 14 |
| CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS..... | 14 |
| CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES..... | 14 |
| CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE..... | 14 |
| CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS..... | 14 |
| CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS..... | 14 |
| CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION..... | 15 |
| CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION..... | 15 |
| TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE..... | 16 |
| CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS..... | 16 |
| CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET..... | 16 |
| TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES..... | 22 |
| CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU..... | 22 |
| CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES..... | 23 |
| CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU..... | 24 |
| TITRE 5 - DÉCHETS..... | 27 |
| CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION..... | 27 |
| TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS..... | 30 |
| CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES..... | 30 |
| CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES..... | 30 |
| CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS..... | 31 |
| TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES..... | 32 |
| CHAPITRE 7.1 CARACTÉRISATION DES RISQUES..... | 32 |
| CHAPITRE 7.2 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS..... | 32 |
| CHAPITRE 7.3 GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES..... | 34 |
| CHAPITRE 7.4 MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES : SANS OBJET..... | 36 |
| CHAPITRE 7.5 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES..... | 36 |
| CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS..... | 38 |
| TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT..... | 41 |
| CHAPITRE 8.1 ÉPANDAGE : SANS OBJET..... | 41 |
| CHAPITRE 8.2 PRÉVENTION DE LA LÉGIONELLOSE : SANS OBJET..... | 41 |
| TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS..... | 42 |
| CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE..... | 42 |

| | |
|--|----|
| CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE..... | 42 |
| CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS..... | 43 |
| CHAPITRE 9.4 BILANS PÉRIODIQUES : | 44 |
| TITRE 10 - ECHEANCES..... | 46 |

TITRE 1- PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société GREIF FRANCE dont le siège social est situé chemin du Gord, BP 181, 76121 LE GRAND-QUEVILLY est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à la même adresse, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions indiquées dans le présent arrêté complètent et remplacent les dispositions contraires de l'autorisation accordée par les arrêtés pris précédemment et notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 10/12/1993. Les dispositions des actes administratifs antérieurs et non contraires au présent arrêté restent applicables.

| Références des arrêtés préfectoraux antérieurs | Nature des modifications |
|--|--|
| Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires en date du 26/07/1999 relatif à la remise d'une étude des rejets atmosphériques d'origine industrielle. | Abrogation des dispositions contraires aux dispositions du présent arrêté et ajout de prescriptions. |
| Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires en date du 24/06/1999 relatif à la surveillance des rejets atmosphériques. | |
| Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires en date du 11/05/1995 relatif à l'exploitation d'un dépôt de liquides inflammables. | |
| Arrêté préfectoral d'autorisation en date du 10/12/1993 relatif à l'exploitation des activités de fabrication de fûts métalliques et de fermeture métalliques et plastiques. | |

ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

| Rubriques | Libellé de la rubrique | Installations présentes sur le site | Régime de classement |
|-----------|---|--|----------------------|
| 2560 | Métaux et alliages (travail mécanique des), la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. supérieure à 500 kW A 2. supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW D | Puissance installée unité fûts métalliques : 883,36 kW | A |

| Rubriques | Libellé de la rubrique | Installations présentes sur le site | Régime de classement |
|-----------|--|---|----------------------|
| 2661-1 | <p>Polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de).</p> <p>1. Par des procédures exigeant des conditions particulières de température et de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc., ...)</p> <p>La quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>a) supérieure ou égale à 10 t/j A</p> <p>b) supérieure ou égale à 1 t/j mais inférieure à 10 t/j D</p> | <p>Extrusion/soufflage :</p> <p><u>Unité IBC</u> : 4,8 t/j avec une capacité maximale de 8 t/j</p> <p><u>TriSure</u> : 3,85 t/j</p> <p><u>Brow moulding</u> : 7,8 t/j avec une capacité maximale de 9,4 t/j</p> <p>Total (situation actuelle) : 16,45 t/j Capacité maximale : 21,25 t/j</p> | A |
| 2662-a | <p>Polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) :</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) supérieur ou égal à 1 000 m³ A</p> <p>b) supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³ D</p> | <p>MATIERES PREMIERES</p> <p>IBC : 2 silos de PEHD de 94 m³</p> <p>TriSure : 4 silos de PEHD et polypropylène (2*55 m³ + 2*90 m³)</p> <p>Blow Moulding : 2 silos de PEHD de 118 m³</p> <p>Joints : 10 m³</p> <p>Film plastique : 10,25 m³</p> <p>Total : 734,25 m³</p> <p>PALETTES PLASTIQUE (IBC) :</p> <p>91 m³</p> <p>PRODUITS FINIS</p> <p>LOHEAC : 1 368 m³</p> <p>IBC : 50 m³</p> <p>Blow Moulding : 79 m³</p> <p>TriSure : 36 m³</p> <p>Stock semi-ouvré : 30 m³</p> <p>Total : 1 563 m³</p> <p>TOTAL STOCK POLYMERES :</p> <p>2 388,25 m³</p> | A |
| 2920.2.a | <p>Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵Pa :</p> <p>1. Comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant :</p> <p>a) supérieure à 300 kW A</p> <p>b) supérieure à 20 kW mais inférieure ou égale à 300 kW DC</p> <p>2. Dans tous les autres cas :</p> <p>a) supérieure à 500 kW A</p> <p>b) supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW D</p> | <p>13 installations de compressions/groupe froids comprimant de l'air : puissance absorbée totale : 1 417 kW</p> | A |

| Rubriques | Libelle de la rubrique | Installations présentes sur le site | Régime de classement |
|-----------|--|--|----------------------|
| 2940.2.a | <p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile ...) à l'exclusion :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes, de brais et de matières bitumineuses couvertes par la rubrique 1521 ; - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450 ; - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930 ; - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique. <p>1. Lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par procédé « au trempé ». Si la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation est :</p> <p>a) supérieure à 1 000 L A b) supérieure à 100 L, mais inférieure ou égale à 1 000 L DC</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction, ...). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est :</p> <p>a) supérieure à 100 kg/j A b) supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j DC</p> <p>3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques. Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est :</p> <p>a) supérieure à 200 kg/j A b) supérieure à 20 kg/j mais inférieure à 200 kg/j DC</p> <p>Nota – le régime de classement est déterminé par rapport à la qualité de produits mise en œuvre dans l'installation en tenant compte des coefficients ci-après. Les quantités de produits à base de liquides inflammables de 1ère catégorie (point éclair inférieure à 55°C) ou de liquides halogénés, dénommées A, sont affectées d'un coefficient 1. Les quantités de produits à base de liquides inflammables de 2ème catégorie (point éclair supérieur ou égal à 55°C) ou contenant moins de 10 % de solvants organiques au moment de l'emploi, dénommées B, sont affectées d'un coefficient 1/2. Si plusieurs produits de catégories différentes sont utilisés, la quantité Q retenue pour le classement sera égale à : $Q = A + B.2$.</p> | <p>Pulvérisation Peinture et vernis dans les cabines (fûts métalliques) : Soit 1 923 kg/j</p> <p>Capacité de production maximale : 3 millions de fûts soit 3 330 kg/j</p> | A |

| Rubriques | Libellé de la rubrique | Installations présentes sur le site | Régime de classement |
|-----------|---|--|----------------------|
| 1414.3 | Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de) : 1. installations de remplissage de bouteilles ou conteneurs A 2. installations de chargement ou déchargement desservant un dépôt de gaz inflammables soumis à autorisation A 3. installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes) DC | Installation de remplissage de réservoirs | DC |
| 1432.2.b | Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) : 1. Lorsque la quantité stockée de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 susceptible d'être présente est : a) supérieure à 50 t pour la catégorie A ... AS b) supérieure à 5 000 t pour le méthanol ... AS c) supérieure ou égale à 10 000 t pour la catégorie B, notamment les essences y compris les naphtes et kérosènes, dont le point éclair est inférieur à 55°C (carburants d'aviation compris) AS d) supérieure ou égale à 25 000 t pour la catégorie C, y compris les gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles) et les kérosènes, dont le point éclair est supérieur ou égal à 55 °C AS 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : a) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m³ A b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³ mais inférieure ou égale à 100 m³ DC | 1 citerne de gazole : 1 500 litre (cat. C) Capacité Eq. : 0,3 m³ Stockage de solvants en cuves enterrées double enveloppe avec détection fuite : Naphta (Cat. B) : 10 m³ Acétate de butyl (Cat. B) : 3 m³ DAC (Cat. C) : 4 m³ MIBK (Cat. B) : 6 m³ Capacité Eq. : 3,96 m³ Stockage de peintures, vernis en fûts : Fûts de vernis (Cat. B) : 11,255 m³ Fûts de peinture (Cat. B) : 43,156 m³ Capacité Eq. : 58,671 m³ | DC |
| 1433.A.b | Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de) A – Installations de simple mélange à froid : Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est : a) supérieure à 50 t A b) supérieure à 5 t, mais inférieure à 50 t ..DC B – Autres installations : Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est : a) supérieure à 10 t A b) supérieure à 1 t, mais inférieure à 10 t ..DC | Mélange à froid dans le local préparation peintures Quantité totale susceptible d'être présente dans la zone préparation peinture : 12 200 litres soit environ 13 tonnes | DC |

| Rubriques | Libellé de la rubrique | Installations présentes sur le site | Régime de classement |
|-----------|--|--|----------------------|
| 1434 | <p>Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution)</p> <p>1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant :</p> <p>a) supérieur ou égal à 20 m³/h A</p> <p>b) supérieur ou égal à 1 m³/h DC</p> <p>2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation</p> | <p>Citerne gasoil : débit équivalent 0,3 m³/h</p> <p>Cuves enterrées de solvants : Remplissage de fûts local peinture : 0,5 m³/h et canalisation vers usine : 4 pompes de 6,6 m³/h</p> | DC |
| 2910.A.2 | <p>Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4.</p> <p>La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, susceptible d'être consommée par seconde.</p> <p>Nota : la biomasse se présente à l'état naturel et n'est ni imprégnée ni revêtue d'une substance quelconque. Elle inclut notamment le bois sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiquetés, de sciures, de poussières de ponçage ou de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat.</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>1. supérieure ou égale à 20 MW A</p> <p>2. supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW DC</p> <p>Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en A et si la puissance thermique maximale est supérieure à 0,1 MW A</p> | <p>2 chaudières au gaz naturel Puissance totale 5 325 kW</p> <p>Fours et étuves 3851 kW</p> <p>Total : 9 176 kW</p> | DC |
| 1530.2 | <p>Bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogue (dépôts de) :</p> <p>La quantité stockée étant :</p> <p>1. supérieure à 20 000 m³ A</p> <p>2. supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³ D</p> | <p>2 090 m³ au maximum de palettes en bois répartis sur le site</p> <p>100 m³ de cartons stockés dans l'entrepôt LOHEAC</p> | D |

| Rubriques | Libellé de la rubrique | Installations présentes sur le site | Régime de classement |
|-----------|---|---|----------------------|
| 2661-2 | <p>Polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :</p> <p>2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc., ...)</p> <p>La quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>a) supérieure ou égale à 20 t/j</p> <p>b) supérieure ou égale à 2 t/j mais inférieure à 20 t/j</p> | <p>Broyage :</p> <p>Unité IBC 2290 kg/J</p> <p>TriSure : 35 kg/j</p> <p>Blow moulding : 228 kg/j</p> <p>Total : 2 553 kg/j</p> | D |
| 1412 | <p>Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature :</p> <p>Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression qu'elle que soit la température.</p> <p>1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 t A</p> <p>2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieure ou égale à 50 t A</p> <p>b) supérieure à 6 t, mais inférieure à 50 t. DC</p> | <p>Citerne propane :</p> <p>1,9 tonne</p> | NC |
| 1510 | <p>Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume des entrepôts étant :</p> <p>1. supérieur ou égal à 50 000 m³ A</p> <p>2. supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³ DC</p> | <p>Entrepôt LOHEAC de 24 000 m³</p> <p>Stockage divers (résine, produits finis plastique, steel trade, carton)</p> <p>293 tonnes</p> <p>Bâtiment Z (2 160 m³)</p> <p>Stockages divers (caisses bois, cartons, matières premières, ...)</p> <p>82 tonnes</p> | NC |
| 2925 | <p>Accumulateurs (ateliers de charge d')</p> <p>La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW D</p> | <p>8 chargeurs répartis sur le site :</p> <p>10,32 kW</p> | NC |

* : A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration et soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement) ou NC (Non Classé).
 Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune et parcelles suivantes :

| Commune | Parcelles |
|----------------|-----------------------------------|
| Grand-Quevilly | N° 41 et 2 (en partie) section AB |

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

ARTICLE 1.2.3. AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION : SANS OBJET**ARTICLE 1.2.4. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES**

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- le bâtiment administratif ;
- le bâtiment IBC (fabrication des poches IBC par extrusion/soufflage) et Blow Moulding accueillant les nouvelles machines et la fabrication de bidons en plastique ;
- le bâtiment plastique « Tri-Sure® » (fabrication de systèmes de fermeture en plastique) ;
- le bâtiment fûts métalliques ;
- le bâtiment maintenance/stockage et préparation des peintures/chaufferie ;
- le bâtiment palettisation ;
- le bâtiment de stockage de palettes filmées ;
- le bâtiment Z pour les stockages divers ;
- un entrepôt en location (LOHEAC) pour le stockage des produits finis plastique et les produits métalliques en transit ;
- les vestiaires ;
- les locaux sociaux.

L'usine dispose de 4 unités de fabrication :

- l'unité de fabrication de fûts métalliques ;
- l'unité Tri-Sure® : fabrication de systèmes de fermeture en plastique (bouchons, robinets, systèmes de vidange de fûts, etc.) ;
- l'unité Blow Moulding : fabrication de fûts et de bidons en plastique ;
- l'unité IBC (Intermediate Bulk Container) : fabrication de poches en polyéthylène (PEHD) de 1 000 litres enserrées dans des cages d'acier.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION**ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT**ARTICLE 1.5.1. IMPLANTATION ET ISOLEMENT DU SITE**

L'exploitation des installations est compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes.

Toute modification apportée au voisinage des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R 512-33 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.5.2. ZONES DE DANGER

Les zones de danger engendrées par les installations de l'établissement et définies en référence à l'étude de danger déposée par l'exploitant sont les suivantes :

| Installations/ scénario d'accident (en italique sont précisées les principales mesures de maîtrise des risques mises en œuvre par l'exploitant) | Z_{EIS} (8 kW/m ²) | Z_{EIS} (5 kW/m ²) | Z_{EI} (SEI) | Probabilité |
|---|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------|-------------|
| Incendie du stockage IBC « couvert » (matières plastiques et palettes de bois) avec mise en place d'un rideau d'eau de part et d'autre des longueurs du stockage couvert IBC sur une hauteur de 4 m. | 10 m | 17 m | 29 m | E |
| Incendie du stockage IBC « extérieur » (matières plastiques et palettes de bois) avec mise en place d'un rideau d'eau de part et d'autre des longueurs du stockage couvert IBC sur une hauteur de 4 m. | 17 m | 30 m | 45 m | E |
| Incendie de l'entrepôt « Lohéac » (stockage de cartons, plastiques, d'aciers) avec protection avec le stockage des produits de fumigation de la cellule voisine de l'entrepôt (sans effet domino), murs coupe-feu sur les pignons de l'entrepôt, renforcement de la structure du bâtiment (stable au feu) et gardiennage. | 23 m | 36 m | 54 m | D |
| Incendie du stockage de palettes en bois situé le long du boulevard Stalingrad. | 12 m | 17 m | 23 m | D |

Probabilité. (par unité et par an) : E (<10⁻⁶), D (entre 10⁻⁵ et 10⁻⁴), C (entre 10⁻⁴ et 10⁻³), B (entre 10⁻³ et 10⁻²), A (<10⁻²)

L'exploitant s'attachera à mettre en œuvre les mesures compensatoires qui suivent dans les délais indiqués :

| Dispositions à mettre en œuvre | Délai d'exécution |
|---|---|
| Déplacer le stockage de palettes en bois actuellement situé le long du boulevard Stalingrad de manière à confiner les zones d'effets (établies pour le scénario « feu de palettes ») à l'intérieur des limites de propriété du site et afin de ne pas impacter les bâtiments. Le cas échéant, mettre en œuvre toutes les dispositions de façon à confiner les zones d'effets dans l'enceinte de l'établissement. Au besoin, un système de détection et d'extinction automatique sera mis en œuvre au niveau du stockage de palettes. | Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. |
| Réaliser une étude technique visant à supprimer les zones d'effets qui sortent des limites de propriété du site, notamment les zones d'effets issues des scénarii d'incendie du stockage « couvert » IBC et d'incendie de la cellule « Lohéac ». | Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. |
| Mettre en œuvre un rideau d'eau de part et d'autre des longueurs du stockage couvert IBC sur une hauteur minimale de 4 m. | Dès la notification du présent arrêté. |
| Protéger la cellule de stockage « Lohéac » vis-à-vis de la cellule voisine située au Sud dans laquelle sont stockés des produits de fumigation. | Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. |
| Mettre en œuvre des murs coupe-feu sur les pignons de l'entrepôt « Lohéac ». | Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. |
| Procéder au renforcement de la structure du bâtiment Lohéac (stabilité au feu). | Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. |
| Mettre en œuvre un système de détection automatique incendie dans le bâtiment « Lohéac » avec report d'alarme. | Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. |
| Assurer le gardiennage autour du bâtiment « Lohéac ». | Dès la notification du présent arrêté. |

CHAPITRE 1.6 GARANTIES FINANCIÈRES : SANS OBJET

CHAPITRE 1.7 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.7.1. PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.7.2. MISE À JOUR DE L'ÉTUDE DE DANGERS

L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante des installations (produits, procédés mis en œuvre, mode d'exploitation ...) soumise ou non à une procédure d'autorisation ou sur demande de l'inspection des installations classées.

Ces compléments sont systématiquement communiqués en double exemplaire au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.7.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.7.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées au chapitre 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.7.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant. Cette déclaration doit mentionner s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

ARTICLE 1.7.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R 512-74 du code de l'environnement pour l'application des articles R 512-75 à R 512-79, l'usage à prendre en compte est le suivant :

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

CHAPITRE 1.8 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage des dits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 1.9 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

| Dates | Textes |
|----------|---|
| 22/12/08 | Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1432 (Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables). |
| 19/12/08 | Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434 (Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables). |
| 02/12/08 | Arrêté modifiant l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion. |
| 30/09/08 | Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. |
| 30/01/08 | Arrêté relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. |
| 15/01/08 | Arrêté relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées. |
| 26/12/07 | Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1433 relative aux installations de mélange ou d'emploi de liquides inflammables. |
| 17/10/07 | Arrêté modifiant l'arrêté du 24 août 1998 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414 (Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés). |
| 30/10/06 | Arrêté fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et le formulaire du bordereau de suivi des déchets radioactifs mentionné à l'article 4. |
| 20/12/05 | Arrêté relatif à la déclaration annuelle à l'administration, pris en application des articles 3 et 5 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005. |
| 29/07/05 | Arrêté fixant le formulaire de bordereau de suivi de déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005. |
| 29/06/04 | Arrêté relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. |
| 14/01/00 | Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2661 (Transformation de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]). |
| 02/02/98 | Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. |
| 23/01/97 | Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. |

CHAPITRE 1.10 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

En particulier, l'exploitant veillera à effectuer une évaluation des risques professionnels encourus par les activités exercées et ce, par unité fonctionnelle et proposer des mesures de prévention pour réduire ces risques professionnels. A cette fin, il convient de réaliser un découpage de l'activité globale de l'entreprise par unité pour caractériser les risques et y apporter des mesures de prévention. Ce rapport devra être transmis à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2– GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toute circonstance, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans les installations.

CHAPITRE 2.2RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1. RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, etc. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, etc. sont mis en place en tant que de besoin.

ARTICLE 2.3.2. ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

CHAPITRE 2.4DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1. DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et ses compléments ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

Le récapitulatif des documents et rapports à transmettre et leur périodicité associée figure au titre 10 intitulé « ÉCHEANCES ».

TITRE 3- PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.5. EMISSIONS DIFFUSES ET ENVOIS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non-conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

| N° de conduit | Installations raccordées | Caractéristiques de l'exutoire |
|---------------|---|--------------------------------|
| 50 | Chaudière 1 | H = 18m |
| 51 | Chaudière 2 | H = 18m |
| 60 | Oxydateur thermique (traitement de l'émissaire groupé chaîne 1 + 17 émissaires « COV » issus de la chaîne 2) | H = 16,5 m |
| | Chaîne 1 : émissaires groupés arrivant sur traitement biologique chaîne 1 | |
| | Chaîne 2 : | |
| (20) | - Cabine wash chaîne 2 | |
| (21) | - Cabine peinture chaîne 2 | |
| | - Cabine vernis viroles 1 ^{ère} couche | |
| (2) | - Cabine peinture haute température 1 ^{ère} couche | |
| (3) | - Cabine vernis viroles 2 ^{ème} couche | |
| (4) | - Cabine peinture haute température 2 ^{ème} couche | |
| (5) | | |
| (6) | - Four vernis viroles hotte d'entrée | |
| (7) | - Four vernis viroles gaz de combustion | |
| (8) | - Four vernis viroles hotte de sortie | |
| | - Four vernis fonds/couvercles hotte de sortie | |
| (9) | - Four vernis fonds/couvercles hotte d'entrée | |
| (10) | - Four vernis fonds/couvercles gaz de combustion | |
| (11) | | |
| (13) | - Cabine vernis fonds/couvercles 1 ^{ère} couche | |
| (12) | - Cabine vernis fonds/couvercles 2 ^{ème} couche | |
| | - Four peinture chaîne 2 hotte d'entrée | |
| (22) | - Four peinture chaîne 2 gaz de combustion | |
| (23) | - Four peinture chaîne 2 hotte de sortie | |
| (24) | | |

| N° de conduit | Installations raccordées | Caractéristiques de l'exutoire |
|--|--|--------------------------------|
| Autres émissaires de la chaîne 1 non raccordés à l'oxydateur thermique | | |
| 53 | laveur écran-aspiration solvant | 10 m |
| 54 | E/S air frais pour refroidisseur après four peinture ch1 | 11 m |
| 27 | aspiration solvants zones pompes peinture ch1 | 4,50 m |
| 40 | four spiralon fonds chaîne 1 gaz de combustion | 11 m |
| 42 | four spiralon couvercles chaîne 1 gaz de combustion | 10 m |
| 41 | four spiralon fonds chaîne 1 cuisson joint | 10 m |
| 43 | four spiralon couvercles chaîne 1 cuisson joint | 10 m |
| Autres émissaires de la chaîne 2 non raccordés à l'oxydateur thermique | | |
| 1 | Aspiration solvants zone vernis viroles (pompes, tunnels) | 8 m |
| 14 | Aspiration solvants zone vernis fonds/couvercles gaz de combustion | 8 m |
| 15 | Four de préchauffage fonds/couvercles gaz de combustion | 14 m |
| 16 | Four spiralon couvercles chaîne 2 cuisson joint | 16 m |
| 17 | Four spiralon fonds chaîne 2 cuisson joint | 17 m |
| 18 | Four spiralon couvercles chaîne 2 gaz de combustion | 16 m |
| 19 | Four spiralon fonds chaîne 2 gaz de combustion | 16 m |
| 26 | Aspiration solvants zone peinture chaîne 2 (tunnels, pompes) | 8 m |
| 55 | E/S air frais pour refroidisseur après four peinture chaîne 2 | 10 m |
| 56 | E/S air frais pour refroidisseur après four vernis couvercles chaîne 2 | 12 m |
| 57 | E/S air frais pour refroidisseur après four vernis viroles chaîne 2 | 18 m |
| Autres émissaires | | |
| 52 | Local de préparation de peintures | 5 m |

ARTICLE 3.2.3. CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

| | Hauteur en m | Diamètre en m | Débit nominal en Nm³/h | Vitesse mini d'éjection en m/s |
|---------------|--------------|---------------|------------------------|--------------------------------|
| Conduit N° 50 | 18 m | 0,63 m | 5 800 Nm³/h | 4 m/s |
| Conduit N° 51 | 18 m | 0,71 m | 5 800 Nm³/h | 4 m/s |
| Conduit N° 60 | 16,5 m | | 77 800 Nm³/h | |

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

ARTICLE 3.2.4. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ de 3%.

3.2.4.1. Cas des Polluants classiques :

| Conduits | Polluants | Concentrations instantanées en mg/Nm³ | Débit nominal en Nm³/h | Valeurs limites des flux horaires de polluants rejetés en kg/h |
|-------------|--|---------------------------------------|------------------------|--|
| N° 50 et 51 | Poussières | 5 | 5 800 Nm³/h | 0,03 |
| | SO _x en équivalent SO ₂ | 35 | | 0,16 |
| | NO _x en équivalent NO ₂ | 100 | | 0,46 |
| N° 60 | NO _x (en équivalent NO ₂) | 100 | 77 800 | 6,3 |
| | Monoxyde de carbone (CO) | 100 | | 6,3 |
| | Méthane(CH ₄) | 50 | | 3,2 |
| | Poussières | 3 | | 0,2 |

3.2.4.2. Cas des composés organiques volatils :**→ COV non méthaniques traités par l'oxydateur thermique :**

| Conduits n° | Rejets canalisés traités par l'oxydateur thermique | Concentrations instantanées en mg/Nm ³ | Débit volumique moyen en Nm ³ /h | Flux horaire maximal en kg/h |
|--|--|---|---|--|
| 60 A la sortie de l'oxydateur thermique | Issus des chaînes 1 et 2 | < 20 mg/Nm ³ ou < 50 mg/Nm ³ si le rendement est supérieur à 98% | 77 800 Nm ³ /h | 1,2 kg/h ou 3,1 kg/h si le rendement est supérieur à 98 % |

→ COV non méthaniques issus de l'application de revêtement (peinture, vernis), notamment sur support métallique :

| Conduits n° | Rejets canalisés issus des installations suivantes | Concentrations instantanées en mg/Nm ³ | Débit volumique moyen en Nm ³ /h | Flux horaire maximal en g/h |
|------------------------------------|--|--|---|-----------------------------|
| 1, 14, 26, 55, 56, 57, 53, 54, 27 | Zones d'application de peinture et vernis | < 75 mg/Nm ³ (pour l'application) Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée pour cette activité. | 8 900 Nm ³ /h | 540 g/h |
| 15, 16, 17, 18, 19, 40, 41, 42, 43 | Fours, étuves | < 50 mg/Nm ³ (pour le séchage) Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée pour cette activité. | 1 530 Nm ³ /h | 60 g/h |

→ COV non méthaniques issus de la fabrication de préparations (mélanges de peinture, vernis) :

| Conduits n° | Rejets canalisés issus des installations suivantes | Concentrations instantanées en mg/Nm ³ | Débit volumique moyen en Nm ³ /h | Flux horaire maximal en g/h |
|-------------|--|---|---|-----------------------------|
| 52 | Local de préparation des peintures | < 110 mg/Nm ³ Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 5 % de la quantité de solvants utilisée pour cette activité. | - | - |

→ COV à phrases de risques R40 halogénés (formaldéhyde)

| Conduit n° | Installations concernées | Concentrations instantanées en mg/Nm ³ | Débit volumique moyen en Nm ³ /h | Flux horaire maximal en g/h |
|------------|---|--|---|-----------------------------|
| 60 | Installations d'application et de séchage de vernis | < 20 mg/Nm ³ si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. Sinon, se reporter aux cas précédents. | - | 50 g/h |

Les préparations et substances à phrases de risque R40 seront remplacées autant que possible par des substances ou des préparations moins nocives. Une étude technico-économique portant sur la substitution du formaldéhyde devra être remise dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

→ COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 :

Le site n'utilise pas de composés organiques volatils visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 ou de COV à phrases de risque R45, R46, R49, R60 et R61.

ARTICLE 3.2.5. ÉMISSIONS DE COV

Article 3.2.5.1. Traitement des rejets atmosphériques

Les émissions des installations d'application de peinture et de vernis sur fûts métalliques (fonds, viroles, couvercles) des chaînes de fabrication n° 1 et 2 sont captées et traitées par un système d'oxydation thermique catalytique avant rejet à l'atmosphère par l'intermédiaire d'une cheminée d'une hauteur de 16,5 mètres au minimum.

L'exploitant veillera à justifier du rendement de son installation de traitement des COV au travers d'une campagne de mesures des rejets atmosphériques qu'il s'attachera à effectuer semestriellement.

Les résultats de cette campagne, accompagnés de tous les éléments d'appréciation, devront être transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais. Les modalités de mesures du rendement pourront être réexaminées si aucune anomalie n'est constatée sur une période d'au moins 2 années.

Le débit maximal des effluents gazeux en sortie de l'oxydateur thermique est de 80 000 mètres cube par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 Kelvins) et de pression (101,3 kilopascals).

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Si le dispositif en est équipé, le catalyseur et les filtres sont changés aussi souvent que nécessaire, au minimum tous les 8 ans pour le catalyseur et tous les ans pour les filtres.

La chaleur produite par l'installation de traitement est valorisée par un dispositif de récupération secondaire d'énergie notamment en vue de préchauffer le fluide caloporteur utilisé pour les procédés de chauffage ainsi que pour le fonctionnement des unités de production.

Article 3.2.5.2. Plan de gestion des solvants

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, réalisé selon les guides en vigueur et mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation.

L'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Article 3.2.5.3. Mise en œuvre d'un schéma de maîtrise des émissions de COV

Les valeurs d'émissions relatives aux COV définies précédemment ne sont pas applicables aux rejets issus des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV tel que défini ci-après, à l'exception des COV à phrases de risque R40, R45, R46, R49, R60 et R61.

Le schéma de maîtrise des émissions garantit que le flux total d'émissions (canalisées et diffuses) de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté.

Celui-ci est élaboré à partir d'un niveau d'émission de référence de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en œuvre sur l'installation.

Il est transmis à l'inspection des installations classées et révisé en tant que besoin. Pour être pris en compte, le schéma de maîtrise des émissions sera soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.2.6. EVALUATION DES RISQUES SANITAIRES

L'étude d'évaluation des risques sanitaires liés aux rejets atmosphériques devra être complétée sur les points suivants :

- les gaz de combustion des fours, chaudières et étuves alimentés par du gaz naturel ;
- les vapeurs issues de la transformation des matières plastiques. Les produits de dégradation issus de la transformation des matières plastiques et identifiés par l'exploitant (hydrocarbures aliphatiques saturés et insaturés, cétones, aldéhydes, acides gras volatils, etc.) devront faire l'objet d'une quantification. Les risques qui leur sont associés devront être évalués ;
- les vapeurs issues de l'application de joints. Les émissions de N-nitrosodibutylamine et d'ammoniac feront l'objet d'une quantification et leurs risques sanitaires devront être évalués.

Cette étude devra être transmise conjointement à l'inspection des installations classées et à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

TITRE 4- PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :

| Origine de la ressource | Prélèvement maximal annuel (m3) | Utilisations |
|-------------------------|---------------------------------|--------------------------------------|
| Eau souterraine | 30 m ³ | Alimentation eau extinction incendie |
| Réseau public | 5 000 m ³ | Usage sanitaire |

ARTICLE 4.1.2. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE PRÉLÈVEMENT D'EAUX : SANS OBJET

ARTICLE 4.1.3. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Article 4.1.3.1. Réseau d'alimentation en eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.

Article 4.1.3.2. Prélèvement d'eau en nappe par forage

Les prélèvements d'eau en nappe par forage dont l'usage est destiné directement ou indirectement à la consommation humaine en eau feront l'objet, avant leur mise en service, d'une autorisation au titre du Code de la Santé Publique (article R 1321 et suivants).

4.1.3.2.1 Critères d'implantation et protection de l'ouvrage

Sauf dispositions spécifiques satisfaisantes, l'ouvrage ne devra pas être implanté à moins de 35 m d'une source de pollution potentielle (dispositifs d'assainissement collectif ou autonome, parcelle recevant des épandages, bâtiments d'élevage, cuves de stockage...).

4.1.3.2.2 Réalisation et équipement de l'ouvrage

Les installations seront munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile seront indiqués sur un registre tenu à disposition des services de contrôle.

4.1.3.2.3 Abandon provisoire ou définitif de l'ouvrage

L'abandon de l'ouvrage sera signalé au service de contrôle en vue de mesures de comblement.

Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères.

▪ Abandon provisoire :

En cas d'abandon ou d'un arrêt de longue durée, le forage sera déséquipé (extraction de la pompe). La protection de la tête et l'entretien de la zone neutralisée seront assurés.

▪ Abandon définitif :

Dans ce cas, la protection de tête pourra être enlevée et le forage sera comblé de graviers ou de sables propres jusqu'au plus 7 m du sol, suivi d'un bouchon de sobranite jusqu'à - 5 m et le reste sera cimenté (de - 5 m jusqu'au sol).

ARTICLE 4.1.4. ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS SUR LES PRELEVEMENTS EN CAS DE SECHERESSE : SANS OBJET

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non-conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des réseaux publics de collecte sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux publics de collecte ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

Article 4.2.4.2. Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux usées domestiques ;
- les eaux de ruissellement des aires imperméabilisées.

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et les résultats portés sur un registre.

Les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé, sont portés sur ce registre.

Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point(de rejet qui présente les caractéristiques suivantes :

| Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté | N° 1 |
|--|--|
| Coordonnées Point kilométrique | 247,150 |
| Nature des effluents | Eaux pluviales (toiture + ruissellement) |
| Débit maximal journalier (m³/j) | 150 m³/j |
| Débit maximum horaire (m³/h) | 10 m³/h |
| Exutoire du rejet | Réseau d'eaux pluviales |
| Traitement avant rejet | Bassin tampon (ou tout autre dispositif équivalent visant à prévenir d'éventuelles pollutions) puis séparateur à hydrocarbures |
| Milieu naturel récepteur | La Seine |

ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET**Article 4.3.6.1. Conception**

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible/ne pas créer de perturbation dans le milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci ;
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

Article 4.3.6.2. Aménagement**4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements**

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons.

Ce point est aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité.

Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.3.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

ARTICLE 4.3.7. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, dans les réseaux publics de collecte ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Avant rejet au milieu naturel, et sans préjudice des objectifs de qualité du milieu récepteur et d'autres réglementations spécifiques, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pl/l

ARTICLE 4.3.8. GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

ARTICLE 4.3.9. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES AVANT REJET DANS LE MILIEU NATUREL :

L'usine n'est à l'origine d'aucun effluent aqueux industriel. Les eaux de lavage issues de la fosse de nettoyage des machines et pièces doivent être pompées et évacuées en tant que déchet vers des filières de traitement adaptées et autorisées.

ARTICLE 4.3.10. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX DOMESTIQUES

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 4.3.11. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

ARTICLE 4.3.12. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

| Paramètres | Concentration moyenne journalière (mg/l) |
|--------------------------------|--|
| DCO | 100 |
| DBO5 | 20 |
| MEST | 35 |
| Hydrocarbures selon NFT 90-114 | 1,5 |
| Azote global | 30 |

La superficie des aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est de : 60 100 m².

**ARTICLE 4.3.13. ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS SUR LES REJETS EN CAS DE SECHERESSE : SANS
OBJET**

TITRE 5- DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets non dangereux (bois, verre, papier, textile, plastiques,...) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

Les déchets d'emballage visés au titre IV, livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement sont traités conformément aux dispositions prévues par ce titre et notamment par ses articles R.543-66 à R.543-72. Ils sont notamment valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques doivent être remis à des organismes agréés pour le traitement de tels déchets.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément au titre IV, livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et plus particulièrement conformément à ses articles R.543-3 à R.543-16. Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément au titre IV, livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et plus particulièrement conformément à ses articles R.543-127, R.543-128 et R.543-131 à R.543-135.

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNE DES DÉCHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) ni de dangers ou inconvénients tels que définis à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

En particulier, les déchets toxiques ou polluants sont traités dans des conditions de sécurité équivalentes aux matières premières de même nature, pour tout ce qui concerne le conditionnement, la protection contre les fuites accidentelles et les mesures de sécurité inhérentes.

Chaque déchet est clairement identifié et repéré.

Toutes les égouttures et eaux de ruissellement doivent être collectées et faire l'objet d'un traitement approprié de manière à satisfaire aux valeurs limites de rejet définies à l'article 4.3.12.

ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et conformément au titre IV, livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement en particulier ses articles R.541-42 à R.541-48. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

L'exploitant est tenu de faire une déclaration annuelle à l'administration concernant sa production de déchets dangereux (nature, quantités, destination ou origine) conformément à l'article R.541-44 du code de l'environnement.

Il tient à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et du traitement de ses déchets dangereux conformément à l'article R.541-43 du code de l'environnement. Le contenu de ce registre est conforme aux textes en vigueur.

Article 5.1.4.1. Registre -- circuit de déchets

L'exploitant tient une comptabilité régulière et précise des déchets dangereux ou non produits par son établissement.

A cet effet, l'exploitant tient à jour un registre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30/01/2008 pour ses déchets dangereux. Ce registre contient les informations suivantes :

1. la désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II de l'article R541-8 du code de l'environnement ;
2. la date des différents enlèvements pour chaque type de déchets ;
3. le tonnage des déchets ;
4. le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets émis ;
5. la désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 ;
6. le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ;
7. le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ;
8. le nom et l'adresse du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé conformément aux articles R.541-50 et suivants du code de l'environnement ;
9. la date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ;
10. le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé conformément aux articles R.541-50 et suivants du code de l'environnement.

Les copies des déclarations des entreprises de transport de déchets dangereux et les autorisations des sociétés éliminatrices de déchets sont annexés aux présents registres.

Ces registres sont conservés pendant 5 ans et tenus à la disposition du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'article R.541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R.541-49 à R.541-64 du code de l'environnement. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'exploitant s'assure que les transporteurs et collecteurs dont il emploie les services disposent des autorisations ou agréments nécessaires et respectent les règles de l'art en matière de transport (notamment règlement sur le transport des matières dangereuses pour les déchets dangereux), de transvasement ou de chargement.

En application du principe de proximité, l'exploitant limite le transport des déchets en distance et en volume.

ARTICLE 5.1.7. DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

| Type de déchets | Nature des déchets | Tonnage maximal annuel |
|-----------------------|--|------------------------|
| Déchets non dangereux | Déchets métalliques, bois, cartons, plastiques, etc. | 3 500 tonnes |
| Déchets dangereux | Boues de curage des fosses et d'égouts, boues de peinture, huiles usagées, peintures et vernis périmés, solvants « sales, eaux de lavage des machines, tubes de néon, piles, emballages souillés, etc. | 500 tonnes |

ARTICLE 5.1.8. EMBALLAGES INDUSTRIELS

Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions prévues par les articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement.

**ARTICLE 5.1.9. AGRÉMENT DES INSTALLATIONS ET VALORISATION DES DÉCHETS D'EMBALLAGES :
SANS OBJET**

TITRE 6- PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du titre VII, livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et des textes pris pour son application).

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Article 6.2.1.1. Définitions

Les zones d'émergence réglementée (ZER) sont définies comme suit :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse...);
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui auront été implantés après la date du présent arrêté dans les zones constructibles définies ci-dessus et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasses...) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continue équivalent pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (installation à l'arrêt).

Article 6.2.1.2. Valeurs limites d'émergence

Au-delà d'une distance de 200 mètres des limites de propriétés, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée.

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--|---|--|
| Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) | 6dB(A) | 4dB(A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) |

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

| PERIODES | PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés) | PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés) |
|---------------------------------|--|---|
| Niveau sonore limite admissible | 65 dB(A) | 55 dB(A) |

CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7- PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 CARACTÉRISATION DES RISQUES

ARTICLE 7.1.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES PRÉSENTES DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.

ARTICLE 7.1.2. ZONAGE DES DANGERS INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

ARTICLE 7.1.3. INFORMATION PRÉVENTIVE SUR LES EFFETS DOMINO EXTERNES : SANS OBJET

CHAPITRE 7.2 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.2.1. ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.

Article 7.2.1.1. Gardiennage et contrôle des accès

Les entrées du site sont gardées ou fermées en l'absence de personnel.

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Un gardiennage est assuré autour du bâtiment de stockage « LOHEAC » notamment les soirs et week-end. Un panneau portant l'indication « entrepôt sous surveillance » devra être apposé sur la porte d'accès de l'entrepôt.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

Article 7.2.1.2. Caractéristiques minimales des voies d'accès aux engins de secours

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m ;
- rayon intérieur de giration : 11 m ;
- hauteur libre : 3,50 m ;
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

ARTICLE 7.2.2. BÂTIMENTS ET LOCAUX

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les bâtiments disposent de suffisamment d'issues de secours conformément à la réglementation en vigueur.

Les sols des aires et locaux de stockage sont incombustibles.

ARTICLE 7.2.3. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE

Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

En particulier, la cuve de stockage d'acétate de butyle devra être mise à la terre dès la notification du présent arrêté.

Article 7.2.3.1. Zones à atmosphère explosible

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

ARTICLE 7.2.4. PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application des textes réglementaires et normes en vigueur.

Article 7.2.4.1. Conception

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre les effets directs et indirects de la foudre en application de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008.

L'exploitant dispose d'une étude préalable conforme aux circulaires précitées et aux normes françaises NFC 17-100 et NFC 17-102 ou à toute norme en vigueur dans un État membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes, qui est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Elle est actualisée au fur et mesure des évolutions du site et détaille les préconisations permettant d'assurer la protection des installations contre les effets directs et indirects de la foudre, en fonction des différents niveaux de protection retenus.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française NFC 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un État membre de l'Union Européenne ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

En particulier, l'exploitant veillera à :

- assurer l'équipotentialité entre les canalisations entrantes/sortantes et la charpente de chacun des bâtiments ;
- définir les zones ATEX dans les 3 dimensions ;
- assurer une protection contre les surtensions ;
- interconnecter les bâtiments entre eux.

Les prises de terre, réalisées suivant les règles de l'art, des équipements électriques, des masses métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) et des installations extérieures de protection contre la foudre sont distinctes mais interconnectées. L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées, un plan des réseaux de terre (boucles fond de fouille, prises de terre, interconnexions, etc.).

La valeur de résistance de terre est maintenue inférieure aux normes en vigueur.

Un ou plusieurs dispositifs de comptage approprié des coups de foudre équipent les installations de protection dès que cela est techniquement possible. En cas d'impossibilité, des mesures compensatoires sont recherchées.

Article 7.2.4.2. Entretien et vérification

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié au moins une fois tous les 5 ans suivant les dispositions des textes en vigueur.

A cet effet, l'exploitant décrit dans un ou plusieurs documents tenu(s) à la disposition de l'agent chargé des vérifications et de l'inspection des installations classées, la procédure de vérification des dispositifs de protection contre la foudre.

ARTICLE 7.2.5. SÉISMES : SANS OBJET

ARTICLE 7.2.6. AUTRES RISQUES NATURELS

L'exploitant s'assure que les stockages pouvant être à l'origine d'une pollution (peintures, vernis, huiles usagées, etc.) en cas de crue sont placés hors d'atteinte des plus hautes eaux de débordement de la Seine. Il veillera notamment à l'absence de stockage de produits et de déchets dangereux en dessous du niveau de la crue de référence, à l'implantation des appareils électriques et électroniques 50 cm au-dessus de la crue de référence, à l'insensibilité à l'eau des matériaux des parties de construction situées sous la cote de la crue de référence, à la mise en œuvre de clapets anti-retour sur les réseaux d'eaux pluviales.

De plus, l'exploitant veillera à procéder à un audit sécurité en interne pour vérifier la conformité des citernes enterrées existantes vis-à-vis du règlement PPRI en vigueur.

ARTICLE 7.2.7. CHAUFFERIE

S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur aux bâtiments de stockage ou d'exploitation ou isolée par une paroi de degré REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et ces bâtiments se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes pare-flammes de degré une demi-heure, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré EI120.

A l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

CHAPITRE 7.3 GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES

ARTICLE 7.3.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 7.3.2. VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Une traçabilité de ces vérifications est assurée avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications ;
- personne ou organisme chargé de la vérification ;
- motif de la vérification ;
- résultats de la vérification et mesures correctives ou préventives éventuelles.

Il convient en particulier de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.

ARTICLE 7.3.3. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

ARTICLE 7.3.4. PRÉVENTION DES ACCUMULATIONS DE POUSSIÈRES : SANS OBJET

ARTICLE 7.3.5. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité ;
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci ;
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

ARTICLE 7.3.6. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Article 7.3.6.1. « Permis d'intervention » ou « permis de feu »

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance ;
- la durée de validité ;

- la nature des dangers ;
- le type de matériel pouvant être utilisé ;
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations ;
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

ARTICLE 7.3.7. SUBSTANCES RADIOACTIVES : SANS OBJET

CHAPITRE 7.4 MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES : SANS OBJET

CHAPITRE 7.5 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.5.1. ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'ensemble des installations doit être conçu, réalisé, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes pour l'environnement vers les égouts ou le milieu naturel.

Article 7.5.1.1. Consignes en cas d'arrêt d'installation

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à garantir en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Les consignes doivent prendre en compte les risques liés aux capacités mobiles.

Article 7.5.1.2. Consignes en cas de pollution

L'exploitant doit établir une consigne définissant la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle.

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants

ARTICLE 7.5.2. ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

ARTICLE 7.5.3. ATELIERS

Le sol des ateliers doit être étanche, incombustible et équipé de façon à ce que les produits répandus accidentellement et tout écoulement (eaux de lavage ...) puissent être drainés vers une capacité de rétention appropriée aux risques.

Des obturateurs de regards devront être disposés à proximité des chariots de préparation des peintures.

De plus, l'exploitant veillera à prendre toutes les dispositions de manière à éviter toute contamination des sols autour de l'aire de lavage (nettoyage de machines et pièces) du fait notamment des éclaboussures pouvant survenir sur les parties bitumées du sol.

ARTICLE 7.5.4. RÉTENTIONS

Tout stockage fixe ou mobile (cuve, container, citerne routière...) contenant un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

En particulier, la pompe sous tirant l'acétate de butyle depuis la cuve de stockage et les fûts qu'elle alimente devront être munis d'une capacité de rétention.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

L'exploitant doit veiller à ce que les volumes potentiels de rétention soient disponibles en permanence. A cet effet les eaux pluviales doivent être évacuées conformément au paragraphe 4.3.12

Les produits récupérés en cas de déversement dans la cuvette de rétention ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme des déchets.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

ARTICLE 7.5.5. RÉSERVOIRS

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Par ailleurs, l'exploitant veillera à disposer de chariots de préparation de peinture stables dès la notification du présent arrêté en vue de réduire le risque d'épandage de peinture suite à un éventuel renversement de ceux-ci.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

ARTICLE 7.5.6. RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques et dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

ARTICLE 7.5.7. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

ARTICLE 7.5.8. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DÉCHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches, incombustibles et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

En particulier, l'exploitant s'attachera à disposer d'obturateurs dans la zone de déchargement des fûts afin de prévenir toute éventuelle pollution des sols en cas d'épandage de produits.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

ARTICLE 7.5.9. POSTES DE CHARGEMENT ET DE DÉCHARGEMENT

Les aires de chargement et de déchargement des véhicules citernes et des véhicules transportant des capacités mobiles dont le contenu est susceptible de présenter un risque de pollution doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art.

ARTICLE 7.5.10. CANALISATIONS - TRANSPORT DES PRODUITS

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes. Leur cheminement doit être consigné sur un plan tenu à jour et elles doivent être repérées in situ conformément aux règles en vigueur.

Elles doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Toutes les dispositions sont prises pour préserver l'intégrité des canalisations vis-à-vis des chocs et contraintes mécaniques diverses.

ARTICLE 7.5.11. ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.6.1. DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS

L'établissement met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de danger.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un Plan Etablissement Répertoire établi par l'exploitant.

ARTICLE 7.6.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.6.3. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

L'exploitant dispose a minima de:

- un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par l'eau de forage. Ce réseau comprend au moins une pompe incendie capable de fournir aux lances et autres équipements un débit total simultané de 7 000 litres/minute équivalent à 420 m³/h pendant 2 heures ;
- un réseau d'extinction automatique incendie pour l'ensemble des ateliers de transformation de matières plastiques avec report d'alarme au poste de garde ;
- un réseau de 7 hydrants alimentés sur forage par 2 pompes de 100 m³/h, assurant une pression de 8 bars et secouru par un groupe électrogène (ces 7 hydrants doivent pouvoir être utilisables à tout moment y compris pendant le fonctionnement des rideaux d'eau) ;
- 2 hydrants implantés sur le boulevard Stalingrad ;
- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- de robinets d'incendie armés ;
- un système de détection automatique incendie avec report au local pompier dans l'ensemble des bâtiments ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;
- de colonnes en charge ;
- de rideaux d'eau à l'extérieur du bâtiment IBC assurant la protection des structures légères de stockage (chapiteaux) ;

- un éclairage de sécurité avec le balisage des itinéraires et issues de secours.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie.

L'exploitant veillera par ailleurs à :

- remettre en état le 2^{ème} accès donnant sur le boulevard Stalingrad en inversant le sens d'ouverture du portail et en libérant le passage (encombré du fait du stockage de palettes). Ce 2^{ème} accès aura les caractéristiques suivantes : largeur de chaussée : 3 m et force portante pour un véhicule de 180 kN ;
- remettre en service la citerne enterrée de 200 m³ d'eau pour répondre aux besoins de la défense extérieure contre l'incendie. La prise d'eau devra être signalée par un panneau rectangulaire rétroéclairé pour permettre le repérage la nuit, de couleur rouge et portant la mention « réserve incendie » avec indication de sa capacité en eau en caractères blanc ;
- revoir le dispositif d'alimentation du rideau d'eau actuellement connecté sur la borne n° 7. En effet, la sortie ($\varnothing = 100$ mm) de cette borne doit pouvoir être disponible à tout moment ;
- rendre étanche le mur coupe-feu séparant le bâtiment plastique du bâtiment fûts métalliques au passage des canalisations de fluides et assurer le degré coupe-feu de traversée de ces canalisations (par flocage ou tout autre procédé équivalent).
- transmettre au SDIS tous les documents jugés utiles en vue de répertorier l'établissement. En particulier, doivent être communiqués le plan de situation (où figurera le sens de circulation), le plan de masse de l'usine (où figureront les accès, les voies pouvant être empruntées par les engins de secours, les poteaux incendie, etc.), et un plan de niveaux (recensant les locaux à risques, les organes de sécurité, les cheminements, etc.). Afin d'en faciliter l'exploitation, ces plans pourront utilement être transmis sous format informatique (Autocad).

ARTICLE 7.6.4. CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

ARTICLE 7.6.5. CONSIGNES GÉNÉRALES D'INTERVENTION

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

Article 7.6.5.1. Système d'alerte interne : sans objet

Article 7.6.5.2. Plan d'opération interne : sans objet

ARTICLE 7.6.6. PROTECTION DES POPULATIONS : SANS OBJET

ARTICLE 7.6.7. PROTECTION DES MILIEUX RÉCÉPTEURS

Article 7.6.7.1. Bassin de confinement et bassin d'orage

Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (incendie...) déversement d'eaux polluées (y compris eaux d'extinction) dans le milieu naturel. Les réseaux susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à un bassin de confinement suffisamment dimensionné et étanche aux produits collectés avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par le chapitre 4.3 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Le cas échéant, l'exploitant met en œuvre les dispositions nécessaires pour assurer le confinement des eaux d'extinction d'un incendie sur toute installation. Ce confinement peut être assuré par la mise en rétention des locaux, par mise en place de murets d'une hauteur appropriée sur le pourtour des bâtiments (production, stockage,...), par obturation des réseaux d'eau du site, par mise en œuvre de plaques sur les regards d'eaux pluviales et d'obturateurs dans les canalisations, etc.

ARTICLE 7.6.8. GESTION D'UNE CRISE AVEC UNE CAUSE EXTERIEURE AU SITE

En cas d'accident extérieur pouvant avoir des conséquences sur ses installations, l'exploitant doit disposer d'un plan de crise permettant la mise en sécurité des personnes présentes sur le site. Les scénarios d'accident retenus devront être ceux des installations classées extérieures dont la zone des effets toxiques irréversibles englobe une partie du site ou sa totalité.

En particulier, l'exploitant doit pouvoir disposer de consignes relatives à la conduite à tenir en cas d'alerte toxique (confinement, arrêt des ventilations, ...) pendant toute la durée de l'alerte et des modalités de fin d'alerte. Ces consignes claires doivent être portées à la connaissance du personnel et doivent pouvoir être applicables aux personnes (salariés, visiteurs, chauffeurs, ...) se trouvant momentanément sur le site.

En outre, l'exploitant devra disposer de locaux de confinement en vue de se prémunir d'un éventuel nuage toxique extérieur.

TITRE 8- CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1 EPANDAGE : SANS OBJET

CHAPITRE 8.2 PRÉVENTION DE LA LÉGIONELLOSE : SANS OBJET

TITRE 9- SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

ARTICLE 9.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L 514-5 et L 514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1. AUTOSURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

Les mesures sont effectuées selon les normes en vigueur dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Article 9.2.1.1. Autosurveillance des rejets atmosphériques

9.2.1.1.1 Autosurveillance par la mesure des émissions canalisées ou diffuses

La surveillance en permanence des émissions de l'ensemble des COV, à l'exclusion du méthane, est réalisée sur l'ensemble de l'installation si le flux horaire maximal de COV dépasse 10 kg/h.

Toutefois, cette surveillance en permanence peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions. Cette corrélation devra être confirmée périodiquement par une mesure des émissions.

De plus, la conformité aux valeurs limites d'émissions en NO_x, méthane et CO prévues à l'article 3.2.4.1 doit être vérifiée une fois par an, en marche continue et stable.

Les mesures portent sur les rejets suivants :

Rejet n° 60 (sortie oxydateur thermique)

| Conduit | Paramètre | Fréquence | Enregistrement (oui ou non) |
|---|-------------------------------|--------------|--------------------------------|
| Rejet n° 60 (sortie oxydateur thermique) | Débit | En continu | Oui |
| | O ₂ | | |
| | COV _{non méthanique} | | |
| | CO | Annuelle | |
| | NO _x | | |
| | Méthane | | |
| | Poussières | Semestrielle | |
| | Rendement | | |

9.2.1.1.2 Autosurveillance des émissions par bilan

L'évaluation des émissions par bilan porte sur les polluants suivants :

| Paramètre | Type de mesures ou d'estimation | Fréquence |
|---------------------|---------------------------------|-----------|
| COV non méthaniques | Plan de gestion de solvant | Annuelle |
| COV spécifiques | Plan de gestion de solvant | Annuelle |

Article 9.2.1.2. Mesures comparatives

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

| Emissaires (tels que définis au § 3.2.2) | Paramètres | Fréquence |
|--|--------------------------------|---|
| N° 60 (sortie oxydateur thermique) | COV _{non méthaniques} | Semestrielle |
| Tous les autres exutoires non raccordés à l'oxydateur thermique (n° 1, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 26, 55, 56, 57, 53, 54, 27, 40, 42, 41, et 43) | COV | Sur une période maximale de 2 ans à raison de la moitié des émissaires par an |

ARTICLE 9.2.2. RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

Ce dispositif est relevé mensuellement. Les résultats sont portés sur un registre.

ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES :

Les mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Article 9.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

| Autosurveillance assurée par l'exploitant | |
|---|--------------|
| Eaux pluviales à l'exutoire final : N° 1 | |
| DCO | Annuellement |
| DBO5 | |
| MEST | |
| Hydrocarbures | |
| Azote global | |

ARTICLE 9.2.4. SURVEILLANCE DES EFFETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES : SANS OBJET**ARTICLE 9.2.5. AUTOSURVEILLANCE DES DÉCHETS : SANS OBJET****ARTICLE 9.2.6. AUTOSURVEILLANCE DE L'ÉPANDAGE****ARTICLE 9.2.7. AUTOSURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES****Article 9.2.7.1. Mesures périodiques**

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

Sans préjudice des dispositions de l'article R512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au chapitre 9.2 du mois précédent.

Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au chapitre 9.1, des modifications éventuelles du programme d'autosurveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Il est adressé à l'inspection des installations classées :

- mensuellement pour ce qui concerne la surveillance en continu des rejets en COV issus de l'oxydateur thermique ;
- semestriellement pour le suivi du rendement de l'épurateur thermique ;
- annuellement pour ce qui concerne la surveillance des paramètres CO, NOx, méthane et poussières issus de l'oxydateur thermique ;
- annuellement pour ce qui concerne la surveillance de la qualité des eaux pluviales.

ARTICLE 9.3.3. TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTOSURVEILLANCE DES DÉCHETS : SANS OBJET

ARTICLE 9.3.4. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE LA SURVEILLANCE DE L'ÉPANDAGE : SANS OBJET

ARTICLE 9.3.5. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2. sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 9.4 BILANS PÉRIODIQUES :

ARTICLE 9.4.1. BILANS ET RAPPORTS ANNUELS : SANS OBJET

ARTICLE 9.4.2. BILAN ANNUEL DES ÉPANDAGES : SANS OBJET

ARTICLE 9.4.3. BILAN QUADRIENNAL (ENSEMBLE DES REJETS CHRONIQUES ET ACCIDENTELS : EAUX SUPERFICIELLES-EAUX SOUTERRAINES-SOLS) : SANS OBJET

ARTICLE 9.4.4. BILAN DECENNAL DE FONCTIONNEMENT (ENSEMBLE DES REJETS CHRONIQUES ET ACCIDENTELS)

L'exploitant réalise et adresse au Préfet le bilan de fonctionnement prévu à l'article R 512-45 du code l'environnement. Le bilan décennal est à fournir au 31/12/2014.

Le bilan de fonctionnement qui porte sur l'ensemble des installations du site, en prenant comme référence l'étude d'impact, contient notamment :

- une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;
- une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles ;
- les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée ;
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée ;
- les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;
- une analyse des meilleurs techniques disponibles par référence aux BREF (Best REferences) par rapport à la situation des installations de l'établissement ;
- des propositions de d'amélioration de la protection de l'environnement par mise en œuvre de techniques répondant aux meilleurs techniques disponibles par une analyse technico-économique. Un échéancier de mise en œuvre permettra de conclure sur ce point le cas échéant ;
- les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie (cette disposition ne concerne pas les installations qui ont rempli cette condition dans leur demande d'autorisation) ;
- les mesures envisagées en cas d'arrêt définitif de l'exploitation (cette disposition ne concerne pas les installations qui ont rempli cette condition dans leur demande d'autorisation).

TITRE 10- ECHEANCES

| Articles | Rappel de la prescriptions | Délais d'exécution |
|----------|---|---|
| 1.2.4 | Supprimer le stockage des palettes en plastique dans le bâtiment IBC et de tubes pré-perçés dans le bâtiment Z. | En cas d'arrêt de la production de cages |
| 1.5.2 | Déplacer le stockage de palettes en bois actuellement situé le long du boulevard Stalingrad de manière à confiner les zones d'effets (établies pour le scénario « feu de palettes ») à l'intérieur des limites de propriété du site et afin de ne pas impacter les bâtiments. Le cas échéant, mettre en œuvre toutes les dispositions de façon à confiner les zones d'effets dans l'enceinte de l'établissement. Au besoin, un système de détection et d'extinction automatique sera mis en œuvre au niveau du stockage de palettes. | Dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté |
| 1.5.2 | Réaliser une étude technique visant à supprimer les zones d'effets qui sortent des limites de propriété du site, notamment les zones d'effets issues des scénarii d'incendie du stockage « couvert » IBC et d'incendie de la cellule « Lohéac ». | Dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté |
| 1.5.2 | Mise en œuvre d'un rideau d'eau de part et d'autre des longueurs du stockage couvert IBC sur une hauteur de 4 m. | Dès la notification du présent arrêté |
| 1.5.2 | Protection de la cellule « Lohéac » avec le stockage des produits de fumigation de la cellule voisine située au sud de celle-ci. | Dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté |
| 1.5.2 | Mise en œuvre de murs coupe-feu sur les pignons de l'entrepôt Lohéac. | Dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté |
| 1.5.2 | Renforcement de la structure du bâtiment Lohéac (stabilité au feu) | Dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté |
| 1.5.2 | Mettre en œuvre un système de détection automatique incendie avec report d'alarme dans le bâtiment « Lohéac ». | Dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté |
| 1.5.2 | Gardiennage autour du bâtiment « Lohéac » | Dès la notification du présent arrêté |
| 1.10 | Mise à jour de la notice hygiène et sécurité avec réalisation d'une évaluation des risques professionnels encourus par les activités exercées et ce, par unité fonctionnelle et proposition de mesures de prévention. Transmission du rapport à la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. | Dans les 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. |
| 3.2.4.2 | Réalisation d'une étude technico-économique portant sur la substitution du formaldéhyde. | Dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté |
| 3.2.5.1 | Mise en œuvre d'un oxydateur thermique permettant le traitement des rejets de COV issus de la ligne 1 et de la ligne 2 de l'atelier « fûts métalliques ». | Au plus tard au 31 décembre 2009 |
| 3.2.5.1 | Surveillance du rendement épuratoire de l'oxydateur thermique. | Semestrielle |
| 4.3.5 | Mise en œuvre d'un bassin de décantation (ou tout autre dispositif équivalent visant à prévenir d'éventuelles pollutions) des eaux pluviales avant rejet en Seine visant à prévenir d'éventuelles pollutions. | Dans les 12 mois suivant la notification du présent arrêté |
| 3.2.5.2 | Mise en œuvre et transmission du plan de gestion des solvants. | Annuelle |
| 3.2.5.3 | Mise en œuvre et transmission du schéma de maîtrise des émissions si le respect des seuils d'émissions de COV repose sur ce schéma. | Annuelle |
| 3.2.6 | Evaluation des risques sanitaires liés aux rejets atmosphériques issus des activités de transformation de matières plastiques et de l'utilisation de joints (risque d'émission de N-nitrosodibutylamine et d'ammoniac). | Dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté |
| 3.2.6 | Quantification des rejets issus des fours et étuves de l'atelier « fûts métalliques ». | Dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté |
| 7.2.1.1 | Affichage d'un panneau portant l'indication « entrepôt sous surveillance » sur la porte d'accès de l'entrepôt. | Dès la notification du présent arrêté |
| 7.2.3 | Mise à la terre de la cuve de stockage d'acétate de butyle. | Dès la notification du présent arrêté |
| 7.2.4.1 | Assurer l'équipotentialité entre les canalisations entrantes/sortantes et la charpente de chacun des bâtiments, définir les zones ATEX dans les 3 dimensions, assurer une protection contre les surtensions, interconnecter les bâtiments entre eux. | Dès la notification du présent arrêté |